

Université Abderrahmane Mira de Bejaia

**Faculté des sciences économiques, de gestion et des Sciences
commerciales**

Département des sciences économiques

Mémoire :

**En vue de l'obtention du diplôme de master en sciences
économiques**

Option : Monnaie Banque et Environnement International

Thème :

**Ressources naturelles et risque d'un
syndrome hollandais : cas de l'économie
algérienne**

Réalisé par:

AGGAB Nadia

AIT ELHADJ Fatima

membres de jury

président : GHANEM. L

Examineur : NAIT CHABANE. L

Encadreur : OUALI. Nadjia

Année universitaire 2014/2015

REMERCIEMENTS

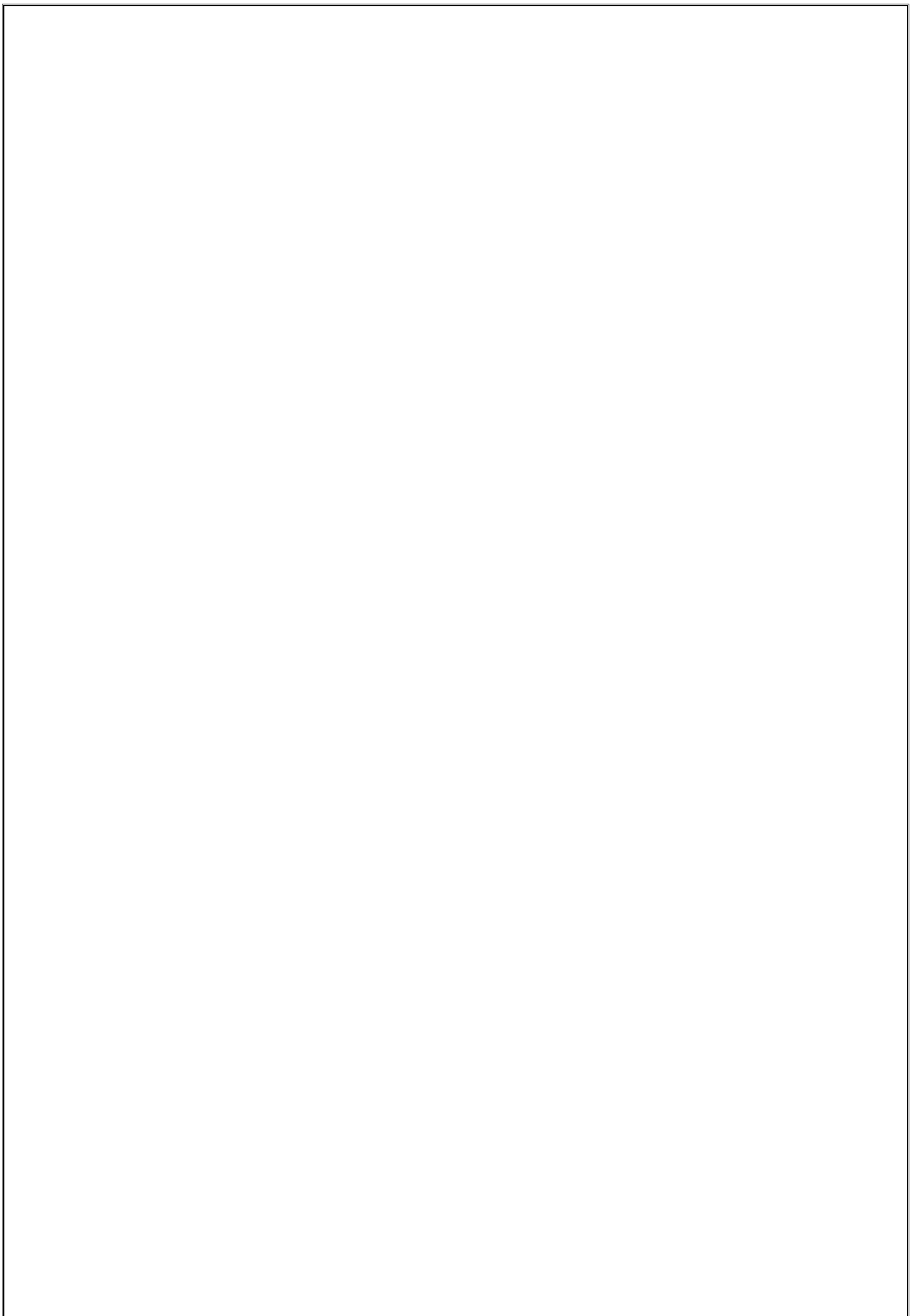
Nous remercions le **bon Dieu** qui nous a orientés au chemin du savoir et les portes de la science.

Nous tenons à remercier vivement tous ceux qui nous ont aidé à l'élaboration de ce mémoire ; nous pensons particulièrement à :

- M^{me} **OUALI. N**, notre promotrice qui nous a guidé avec, ses conseils, ses orientations techniques et surtout à l'attention particulière qu'elle a donné à notre projet, et qui nous a accompagné tout au long de notre travail.

- Mes remerciements s'adressent aussi aux membres de jury, pour l'honneur et le plaisir qu'ils m'accordent en acceptent de lire et de juger ce travail.

Enfin, nous remercions toute personne qui nous a aidés de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire



Dédicaces

Je tiens à dédier ce modeste travail :

**A mes très chers parents qui m'ont soutenu et encouragé
tout au long de mon cursus d'étude.**

A mes chers frères Madjid et Boubekeur.

A tout ma famille, ami (es) et tous ceux qui me sont chers.

Nadia.

Dédicace

Je dédie ce travail

A mes très chers parents pour m'avoir soutenue pendant mes études, pour leur encouragement.

A mon frère qui j'aime Lyes.

A mes sœurs.

A mon cher ami qui j'aime Mustapha.

A tous mes amies.

A tous ceux qui m'aiment et que j'aime.

Fatima.

Liste des abréviations

Liste des abréviations

AE : Avoirs Extérieurs

CI : Crédits Intérieurs

BTP : Bâtiments des Travaux Publics

DE : Devise Etrangère

FMI : Fond Monétaire International

FRR : Fonds de Régulation des Recettes

IDE : Investissement Direct Etrangère

IPM : Indice des Prix à l'Importation

IPX : Indice des Prix à l'Exportation

MM : Masse Monétaire

ONC : Office Nationale des Statistiques

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole

PIBHH : Produit Intérieur Brut Hors hydrocarbure

PIB : Produit Intérieur Prut

PBC : Prix des Biens Commercialisés

PNB : Produit National Brut

TCER : Taux de Change Effectif Réel

TEM : Terme de l'Echange marchand

TEP: Tonnes Equivalents Pétrole

USD: United States Dollars

XH : Exportation d'Hydrocarbure

Table des illustrations

Table des illustrations

Liste des tableaux

Tableau N°01 : liste des fonds ayant pour origine des ressources pétrolières (en 2014).....	36
Tableau N°02 : Exportations par groupes de produit en Algérie en million de dinars	44
Tableau N°03: Importations par groupes de produits en Algérie en million de dollars.....	45
Tableau N° 04 : La position extérieure en milliards de dollars	48
Tableau N°05: Situation monétaire en milliards de dinars.....	50
Tableau N°06 : Les variables causant un afflux massif de devise étrangère (DE) en milliards de dollars	51
Tableau N° 07 : Les termes de l'échange marchand (TEM).....	51
Tableau N° 08: Le produit intérieur brut (PIB) en milliards de dollars.....	52
Tableau N° 09 : Le taux de chômage en Algérie.....	52
Tableau N° 10 : Croissance hors hydrocarbures en %.....	54
Tableau N° 11 : Evolution comparée du taux de change effectif réel (TCER) et terme de l'échange (TEM) en Algérie base 100 en 1999 en milliards de dollars.....	55

Liste des figures

Figure N°01 : Représentation graphique du modèle de Gregory.....	09
Figure N°02 : Représentation graphique du modèle de Corden.....	12
Figure N° 03 : Evolution des réserves de change en milliards de dollars	49
Figure N° 04 : La dette extérieure brute en milliards de dollars	48
Figure N° 05 : Fonds de régulations des recettes en milliards de dollars	50
Figure N° 06: Le taux de chômage en Algérie.....	52

Sommaire

Liste des abréviations

Table des illustrations

Introduction générale.....01

Chapitre 01 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais.

Introduction au chapitre 0104

Section 01 : Généralités sur le syndrome hollandais.....04

1-1-Notion du syndrome hollandais04

1-2-Définition du syndrome hollandais.....05

1-3- Les causes du syndrome hollandais.....06

1-4-Les effets du syndrome hollandais07

1-5- Les modèles du syndrome hollandais08

Section 2 : Effets des ressources naturelles sur la croissance économique 13

2-1-Analyse théorique de la malédiction des ressources naturelles 14

2-2-Les catégories d'explications de la malédiction des ressources naturelles 16

2-3- Analyse théorique de la bénédiction des ressources naturelles.....17

2-4-Identification de modèle de syndrome hollandais avec l'analyse néoclassique..... 19

Conclusion au chapitre 0123

Chapitre 02 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

Introduction au chapitre 0224

Section 1 : Expérience de certains pays face à la malédiction pétrolière24

1-2-Quelques pays qui n'ont pas réussi à diversifier leurs économies24

2-2- Quelques pays qui ont réussi à diversifier leurs économies26

Section 2 : Les politiques de diversification pour faire face à la malédiction pétrolière.	30
2-1- Les stratégies d'ordre économique	30
2-2- Les stratégies d'ordre institutionnel	40
Conclusion au chapitre 02	41
Chapitre 03: L'Algérie face au syndrome hollandais	
Introduction au chapitre 03	43
Section01 : L'économie algérienne et quelques statistiques de secteur réel	43
1-1- Les caractéristiques de l'économie algérienne	43
1-2- Quelques statistiques du secteur réel	48
Section 02 : Analyse d'éventuelle manifestation du mal hollandais en Algérie	53
2-1- Le déclin de l'industrie	53
2-2- Symptômes du syndrome hollandais en Algérie	54
Conclusion au chapitre 03	60
Conclusion générale	61

Bibliographie

Introduction générale

Introduction générale

Le pétrole représente une des matières premières les plus convoitées dans le monde, au regard de son intérêt économique et de sa dimension géographique et stratégique. L'importance de cette ressource dans le processus de développement apparaît irréversible, elle est utilisée dans tous les secteurs économiques. Un pays détenteur de cette ressource naturelle ne peut que générer une rente considérable grâce à son exploitation. .

En réalité, à travers le bitume, l'utilisation du pétrole remonte à l'antiquité, d'où son nom « Petra Oleum ». 1859 marque le début de l'ère de l'industrie pétrolière. Edwin Drake était un entrepreneur américain, connu pour avoir foré le premier puits de pétrole. Cependant John Rockefeller demeure le précurseur de l'industrie pétrolière. Il créa en 1870 la Standard Oil. Ainsi en 1911, sont créées sept compagnies appelées les « sept sœurs »¹, elles partagent le marché pétrolier et le libéralise².

Le marché du pétrole est caractérisé par une instabilité imprévisible et contenue des prix, ce qui de nature engendre de flagrants risques de déséquilibres des grandeurs économiques. La flambée des prix du pétrole constitue une menace sérieuse pour la croissance de l'économie mondiale. Le marché mondiale brute à connu une tendance haussière persistante au cours des dernières années, conduisant à un choc pétrolier.

Les performances économiques de la quasi-totalité des pays exportateurs de pétrole révèlent un phénomène contre intuitif : la richesse naturelle limite les opportunités de développement. En effet, on constate, la plus part de temps, que les recettes pétrolières externes ont un impact négatif sur la croissance économique des pays exportateurs nets de pétrole et montrent que la bénédiction des ressources naturelles se transforme, la plupart du temps, en malédiction³.

¹ Les « sept sœurs » sont les compagnies internationales qui ont dominé l'industrie pétrolière entre 1913 et 1959.

² MOUHOUBI Aïssa « analyse de l'apport du secteur de hydrocarbure au développement économique de l'Algérie : aspects macroéconomique ». Thèse de magister, université du Bejaia, 2005, p11.

³ AOUN Marie- claire, « La rente pétrolier et le développement économique des pays explorateurs ». Thèse du doctorat, paris DAUPHINE EDOCIF, 2008, p05.

Introduction générale

La malédiction pétrolière est expliquée dans la littérature économique par la théorie du syndrome hollandais ou Dutch disease. Cette théorie s'inspire des caractéristiques de l'économie hollandaise suite à la découverte et l'exploitation des réserves de gaz naturel⁴.

La malédiction pétrolière ne renvoie pas à la simple possession du pétrole, mais plutôt, aux pays qui dépendent trop fortement des revenus issus de l'exportation du pétrole. En réalité, ce n'est pas la nature de la ressource elle-même qui pose problème mais la manière dont les revenus issus de l'exportation de cette ressource sont partagés et utilisés.

L'économie algérienne est une économie rentière dépendante de la rente énergétique qui représente la première ressource économique du pays. Les hydrocarbures contribuent à plus de 50% à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) et à environ 98% aux recettes d'exportation de l'Algérie. La flambée des prix du pétrole brut a permis à l'économie algérienne d'enregistrer des rentrées en devises très importantes. Cette manne financière a permis aux pouvoirs publics de réduire considérablement la dette extérieure du pays. Mais l'économie algérienne reste toujours une économie mono-exportatrice et l'Algérie n'a pas toujours réussi à diversifier son économie. La question qui se pose en ce qui concerne l'économie algérienne est la suivante :

➤ **L'Algérie est-elle victime du syndrome hollandais ?**

De cette question, découlent d'autres interrogations:

- L'abondance des ressources naturelles est – elle une bénédiction ou malédiction ?
- Quelles sont les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière ?
- Quel est l'effet des fluctuations des prix du pétrole sur l'économie algérienne ?

Pour avoir des éléments de réponse à nos questions, nous proposons de vérifier l'hypothèse suivante :

- La mauvaise gestion de la rente énergétique conduit à l'apparition d'un mal hollandais qui peut se manifester par la désindustrialisation

⁴ VERONIQUE CHRISTOPHE « la malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ? ». Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en économie, université du QUEBEC A MONTREAL, mai 2012, p08.

Introduction générale

Dans le but d'apporter une réponse à la problématique posée, notre démarche méthodologique consiste à partager le travail de recherche en trois chapitres :

Le premier chapitre est composé de deux sections : la première section représente une approche théorique du phénomène de mal hollandais, dans la deuxième section, nous abordons les modèles de base de ce phénomène.

Le deuxième chapitre sera consacré à la présentation des expériences de certains pays face au syndrome hollandais, et les stratégies adoptées par ces pays pour échapper à la malédiction pétrolière.

Le troisième chapitre sera composé de deux sections : la première section présente brièvement l'économie algérienne et quelques statistiques du secteur réel, la deuxième section est consacrée à l'analyse d'éventuelle manifestation du mal hollandais en Algérie.

Enfin, nous terminerons notre travail par une conclusion générale, dans laquelle nous présentons les principaux résultats.

Chapitre 01

**Les fondements théoriques du syndrome
hollandais**

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

Introduction

Lorsque l'on évoque la situation économique qui prévaut dans les pays exportateurs de pétrole, le constat est presque partout le même : en dépit des énormes capacités d'importer dont ils disposent, on observe une régression absolue de l'activité dans le secteur non pétrolier de l'économie, notamment dans l'agriculture, une faible productivité de la production industrielle, une polarisation croissante des ventes à l'extérieur sur le pétrole, une tendance à la « pétrolarisation » du budget de l'Etat. On assiste, dans ces pays, à une véritable intoxication pétrolière, source d'innombrables effets pervers sur la dynamique interne des processus d'accumulation. Pourquoi les pays pétroliers s'appauvrissent-ils donc à la source même de leur richesse ? L'interprétation dominante du phénomène se ramène, pour l'essentiel, au modèle du Dutch Disease.

Ce chapitre est structuré en deux sections. La première section de ce chapitre abordera de la théorie du Dutch disease ainsi que les concepts de base du modèle. Dans la deuxième section nous allons présenter les effets de ressources naturelles sur la croissance économique.

Section 1 : Le cadre théorique du mal hollandais

Suite aux booms successifs des surplus pétroliers survenus au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, les pays pétroliers ont connu un déséquilibre important entre leur richesses naturelles et leur forces de production hors cette richesse. Ce phénomène peut s'expliquer, entre autre, par le syndrome hollandais¹. La théorie de ce dernier explique les effets néfastes de la découverte d'une ressource naturelle sur l'économie, ainsi cette maladie semble incontournable dans la majorité des pays vivant l'expérience.

1-1-Notion du syndrome hollandais

Dans les années soixante-dix, la Grande Bretagne se trouvait confrontée à de nombreux problèmes relatifs à la découverte de gisement de pétrole. La revue anglaise « the economist » employait l'expression « syndrome hollandais » ou « Dutch disease » suite à ce dilemme².

¹ ADAM M-A, « la maladie hollandaise : une étude empirique appliquée à des pays en développement exportateurs de pétrole », université de Montréal, 2003, p03.

² KOTASSILA J-P, « le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun, centre d'économie du développement », université Montesquieu-Bordeaux IV, France, p02.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

Elle faisait référence aux situations économiques de la Hollande dans les années soixante quand celle-ci mettait en exploitation la réserve de gaz naturelle de « stocheren ». En effet, l'économie néerlandaise présentait des symptômes extraordinaires après la découverte de cette ressource naturelle.

Normalement, suite à la mise en exploitation d'une richesse naturelle, l'économie d'un pays doit présenter des signes favorables paradoxalement, les agrégats économiques du pays chutent énormément, par rapport aux situations des autres pays qui mettaient en exploitation des richesses naturelles.

1-2-Définition du syndrome hollandais

La maladie hollandaise s'attrape souvent par la forte expansion du secteur pétrolier suite à la brusque montée de son cours mondial. Cette expansion sera évidemment suivie d'une hausse du taux de change réel de la monnaie du pays exportateur du pétrole, ce qui rend la plupart des exportations hors hydrocarbures non compétitives, et rend la diversification économique difficile³

Selon l'auteur, Svetlana Taslik et Anya Schiffrin le syndrome hollandais est « un phénomène par lequel le secteur pétrolier provoque une hausse du taux de change de la devise locale, ce qui rend les autres exportations non compétitives. En effet, les exportations de pétrole prennent toute la place et bloquent d'autres secteurs d'exportation porteurs, notamment l'agriculture et la fabrication, ce qui rend la diversification économique particulièrement difficile »⁴.

Selon, KARL, T le syndrome hollandais est « un phénomène pour lequel la mise en exploitation d'une ressource naturelle procure des avantages pour le secteur lié à cette richesse, mais en parallèle nuit au développement des autres secteurs de production de l'économie »⁵.

³ KOTASSILA J-P, « le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun, centre d'économie du développement », université Montesquieu-Bordeaux IV, France, p03

⁴ TASLIK Svetlana Taslik et SCHIFFRIN Anya, « le pétrole : guide de l'énergie et du développement à l'intention des journalistes » open society Institute, 2005, p23.

⁵ KARL, T, « comprendre la malédiction des ressources naturelles », Ed open society Institute, 2005, p24.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

1-3- Les causes du syndrome hollandais

La maladie hollandaise se manifeste lors d'une rentrée massive de devise étrangère résultant de plusieurs éléments qui sont principalement⁶.

a- L'expansion du secteur des ressources naturelles

Cette abondance de devises est due principalement aux deux chocs pétroliers en 1973 et en 1979, mais aussi à des chocs d'offre à la suite de nouvelles découvertes et à l'exploitation de nouveaux puits de pétrole.

b- L'aide étrangère dans les pays en développement, appelé « aubaine » Vient sous forme de devise étrangère qui sera du moins partiellement affectée à l'achat de biens non commercialisés, ce qui amènera une appréciation de la monnaie nationale. Les conséquences de la réallocation des ressources au sein de l'économie sont aussi les mêmes. En effet, les facteurs de production ont tendance à quitter les secteurs manufacturiers ou agricoles, créant une pression à la hausse sur les salaires réels des secteurs en termes des biens commercialisés.

c- L'afflux d'investissements directs étrangers

La maladie hollandaise peut aussi provenir d'un afflux massif d'investissements directs étrangers (IDE) dans une économie. Dans le cas d'un pays en voie de développement, un afflux massif de capitaux étranger se traduit par une appréciation ou une dépréciation de la monnaie locale, tout dépend si ces nouveaux capitaux sont utilisés pour financer des dépenses courantes ou l'accumulation de capital dans les secteurs des biens échangeables⁷ ou non échangeables⁸. Si ces nouveaux capitaux sont utilisés pour financer la consommation domestique, alors ils augmenteront le pouvoir de dépense et la demande de bien entraînant du même coup une appréciation de la monnaie locale et un déficit du compte commercial. Ceci est causé par une demande excédentaire qui accroît le prix des biens non échangeables sur le marché local, alors que les prix des biens échangeables sont déterminés sur le marché mondiale. Dans le cas où l'IDE est utilisé pour financer l'accumulation de capital, il faut s'attendre à une hausse de la production dans le futur. Ainsi, dans ce cas, l'orientation de

⁶ADAM, M. A, « la maladie hollandaise : une étude empirique appliquée à des pays en développement exportateurs de pétrole », université de Montréal, 2003, p06.

⁷ Un secteur échangeable : s'agit des différents secteurs produisant des biens et services hors pétrole et qui couvrent les autres exportations. Ce secteur est souvent assimilé au secteur manufacturier et au secteur d'agriculture.

⁸ Un secteur non échangeable : c'est un secteur dont la production n'est pas destinée à l'exportation, il est représenté principalement par le secteur des services.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

l'IDE vers le secteur des biens échangeables ou non échangeables est d'une importance primordiale pour le taux de change réel, si l'IDE est concentré dans le secteur échangeable, l'offre de bien échangeable s'accroîtra et le compte commercial s'améliorera. Si l'IDE est orienté vers le secteur des biens échangeables, alors le compte commercial se détériorera et le taux de change réel tendra à s'accroître au fur et à mesure.

1-4-Les effets du syndrome hollandais

Selon la théorie du syndrome hollandais, un boom sectoriel entraîne deux principaux effets réels « effets des dépenses » et « effets mouvement des ressources », qui vont se manifester sur le marché des biens et sur le marché des facteurs.

1-4-1-L'effet dépense

Cet effet est lié à l'utilisation des revenus. Il analyse l'impact macroéconomique de l'augmentation de revenus engendrés par tout choc externe. Cependant, un boom sectoriel implique une augmentation initiale de la production dans le secteur échangeable. A la suite du boom, l'excédent de la balance des paiements peut être assimilé à un accroissement du revenu global. Si tout le revenu est dépensé et si les biens du secteur des biens non échangeables satisfaisaient la demande des consommateurs, cet accroissement de revenu se traduirait par une hausse de la demande de ces biens. Face à une situation d'excès de la demande sur l'offre, il y aura, indépendamment de toute réallocation de ressources, une hausse des prix intérieurs des biens non échangeables.

Par conséquent, les prix relatifs du rapport entre celui des biens échangeables et les prix des biens non échangeables, doit baisser : il y a une appréciation de la monnaie nationale qui entraîne une croissance de la production des biens non échangeables et une contraction de la production des biens échangeable⁹.

1-4-2-L'effet réallocation de ressources

Pour un pays exportateur, un choc externe positif entraîne aussi de réallocations de ressources qui se manifestent sur le marché de biens et de facteurs. Étant donné que dans le modèle, le facteur capital est supposé fixe; cette réallocation se traduit par le déplacement seul du facteur mobile (travail) vers le secteur en expansion (boomier) et le secteur de biens non

⁹ HAMADACHE Hilal « rente pétrolière et évolution du secteur agricole : Syndrome hollandais et échangeabilité », série « master of science ». Thèse de magister of science du CIHEAMIAMM, n°103, 2010, p15.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

échangeables.

Si le secteur en boom n'est pas enclavé, utilisant les mêmes facteurs de production que les autres secteurs de l'économie, alors le boom pourrait produire un effet de réallocation des ressources. En effet, la différence entre l'offre et la demande de travail par secteur entraîne un différentiel de salaire par secteur, et donc un déplacement du facteur travail vers le secteur offrant les salaires les plus élevés. Ainsi, lorsque le prix du secteur énergétique augmente en raison du choc externe positif, il y aura un accroissement de demande de travail dans ce secteur ainsi que le secteur des biens non échangeables. Cet accroissement de demande de travail dans ce secteur ainsi que le secteur des biens non échangeables conduit donc à une baisse du niveau du travail pour le secteur échangeable non boomier qui voit sa production baisser car l'économie est supposée en plein emploi et l'offre du travail étant fixée¹⁰.

1-5- Les modèles du syndrome hollandais

Il existe un ensemble de modèle du syndrome hollandais, nous présenterons le modèle de Gregory et de Corden.

1-5-1-Modèle de Gregory

L'idée que le développement des ressources naturelles implique un nécessaire déclin relatif des autres secteurs de l'économie, et notamment de l'industrie manufacturière, fut exposée en 1976 par Grégory¹¹. Ce dernier mit en lumière les changements structurels prévisibles en Australie à la suite du développement à large échelle du secteur minier.

L'auteur tenait principalement à montrer les effets des prix locaux les échanges extérieurs. La problématique de ce modèle est de savoir le rôle du taux de change réel suite à un boom sur les secteurs de l'importation ou de l'exportation. Gregory émettait une hypothèse qui stipule que les prix des biens consommés par le reste du monde sont indépendants de l'économie australienne. Les prix considérés dans ce modèle sont: les prix des biens commercialisés internationalement, importation et exportation relativement aux prix des biens non commercialisés.

¹⁰ BENABDALLAH Y, HAMIDOUCHE N, RAHMOUN T, « l'Algérie entre bénédiction et malédiction des ressources ». Projet FEMIS FEM22-37, Paris, 2008, p84.

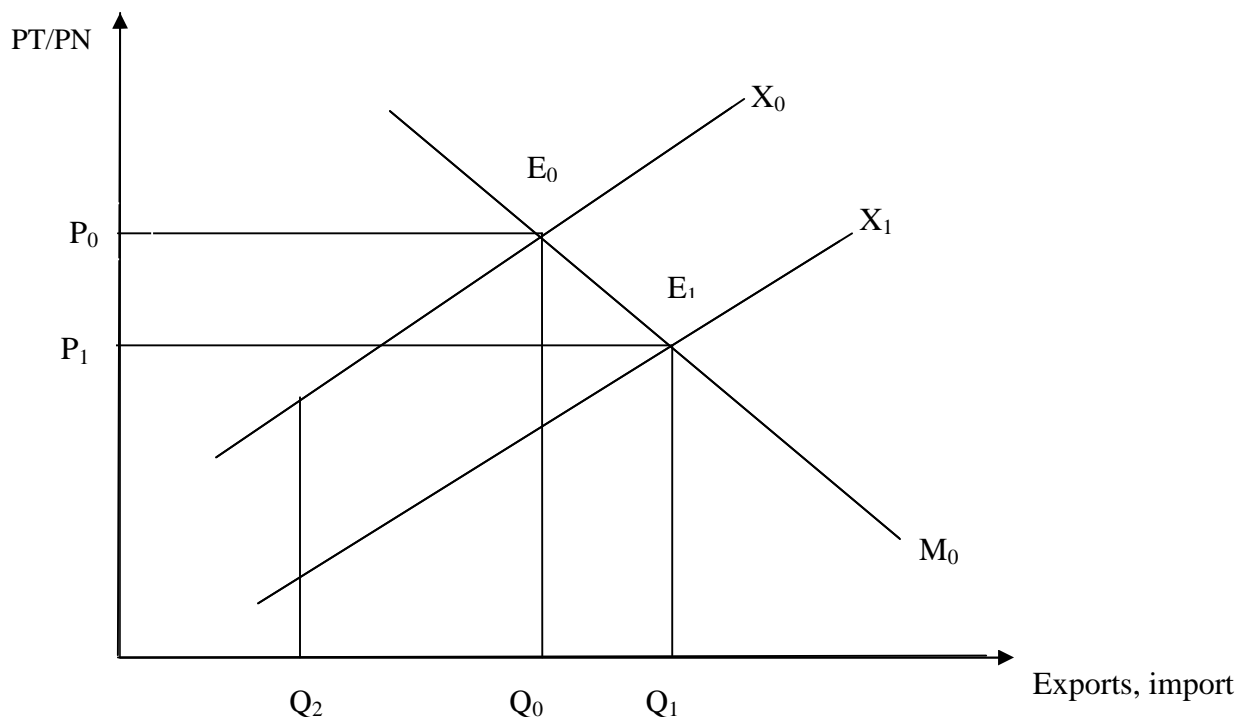
¹¹ Gregory, R, G "some implications of the growth mineral sector" Australian journal of agricultural economic, 20, Août, (1976).

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

Ainsi, le modèle peut être traduit de la manière suivante¹² :

L'offre d'exportation croît suite à la mise en exploitation d'une richesse minière, nouvellement découverte. Cet accroissement entraîne un excédent de la balance des paiements qui ne reste pas sans conséquences sur l'économie du pays. En effet, deux situations peuvent se présenter; soit, il y aura appréciation de la monnaie nationale; soit, il y aura une inflation dans le pays. De ce fait, les prix des biens non commercialisés auront tendance à s'ajuster sur les structures industrielles traditionnelles.

Figure N° 01 : Représentation graphique du modèle de Gregory



Source : Aoun, M, (2008) la rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs. Thèse de doctorat, université paris dauphine, p91.

Sur la figure N° 01, l'axe des ordonnées représente les prix des biens commercialisés (exportés) (PC) relativement aux biens non commercialisés (commercialisés localement)

¹² RANDRIANARISOOA T-R, « le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maîtrise-es-sciences économiques, université d'ANTANANARIVO, 2006, p03

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

(PN), en abscisse : volume des exportations et des Importations¹³. Les droites X représentent les courbes d'offre à l'exportation : une hausse du prix (PC/PN) augmente le volume des biens exportés. La droite M représente la courbe de demande d'importation : une hausse des <prix (PC/PN) entraîne une demande plus faible d'importations. La balance commerciale est à l'équilibre au prix P_0 et à la quantité Q_0 d'exportations et d'importations. Supposons qu'une ressource naturelle est découverte et donc, un nouveau secteur apparaît (C'est le secteur en boom). Cette découverte entraîne une hausse des exportations, soit un déplacement de la courbe des exportations de X_0 vers X_1 , (la distance X_1-X_0 représente les exportations de ressources naturelles). Quant aux importations, elles restent stables dans un premier temps. L'équilibre de la balance commerciale se situe donc au point $P_2 Q_2$. L'ajustement se fait par le mouvement du taux de change : le taux de change nominal (quantité de monnaie internationale pour une unité de monnaie nationale) augmente, ce qui entraîne une baisse du prix des biens PC par rapport aux prix des biens PN. Cela engendre une diminution du volume des exportations (hors secteur en boom) qui passe de Q_0 à Q_3 et une augmentation du volume des importations. Ainsi, le boom de la ressource naturelle réduit la taille des industries produisant des substituts aux importations et le secteur des exportations hors ressource naturelle. Toutefois, la détérioration du secteur des biens commercialisés (hors secteur en boom) peut n'être que relative et non absolue.

L'apparition du secteur de la ressource peut provoquer deux sortes de déséquilibres de l'économie à court terme :

- L'Etat pourrait intervenir par des épisodes de dévaluation successifs. La baisse du taux de change réel entraînera une forte inflation avec l'augmentation des prix des biens non échangeables. Si le prix initial P_0 est maintenu, les bénéfices tirés des ressources naturelles seraient éliminés.
- De la même manière, l'octroi de subventions spécifiques pour rétablir les exportations du secteur des biens commercialisés ne peut pas avoir d'effets durables car ces subventions augmenteront le surplus de la balance commerciale et pousseront à la réappréciation du taux de change.

¹³ Gregory pose au préalable deux hypothèses qui permettent de porter les importations et les exportations sur le même axe : les termes de l'échange sont constants et les unités des exportations et des importations sont choisies de telles sorte que les termes de l'échange soient égaux à l'unité.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

Ainsi, l'apparition du « booming sector » ne profitera qu'aux détenteurs des ressources naturelles et aux travailleurs du secteur des biens non échangeables, au détriment de ceux qui sont employés dans le secteur des biens échangeables hors ressource. Le seul moyen, selon Gregory, qui permettrait d'échapper à la détérioration du secteur préexistant des exportations est de ne pas faire profiter l'économie locale des revenus tirés des ressources mais de les investir à l'étranger.

1-5-2- Modèle de Corden et Neary

C'est un modèle destiné à appréhender l'impact du syndrome hollandais, élaboré en 1982 par deux auteurs, W.MAX Corden et J. Peter Neary¹⁴. Ce modèle suppose l'existence d'une petite économie qui produit deux biens commercialisés à prix donnés et un bien non commercialisé à prix flexible. Les biens du secteur minier et manufacturier, d'une part et les services, d'autre part, représentent respectivement les deux catégories de biens. Ils sont destinés uniquement à la consommation finale. Ce modèle ne tient en compte que des prix relatifs des biens commercialisés et fait abstraction des factures monétaires. Chaque secteur a un facteur mobile (travail) et un facteur spécifique (capital). La question est de savoir quel est l'impact sur le secteur des biens commercialisés hors mine, du boom dans le secteur minier?

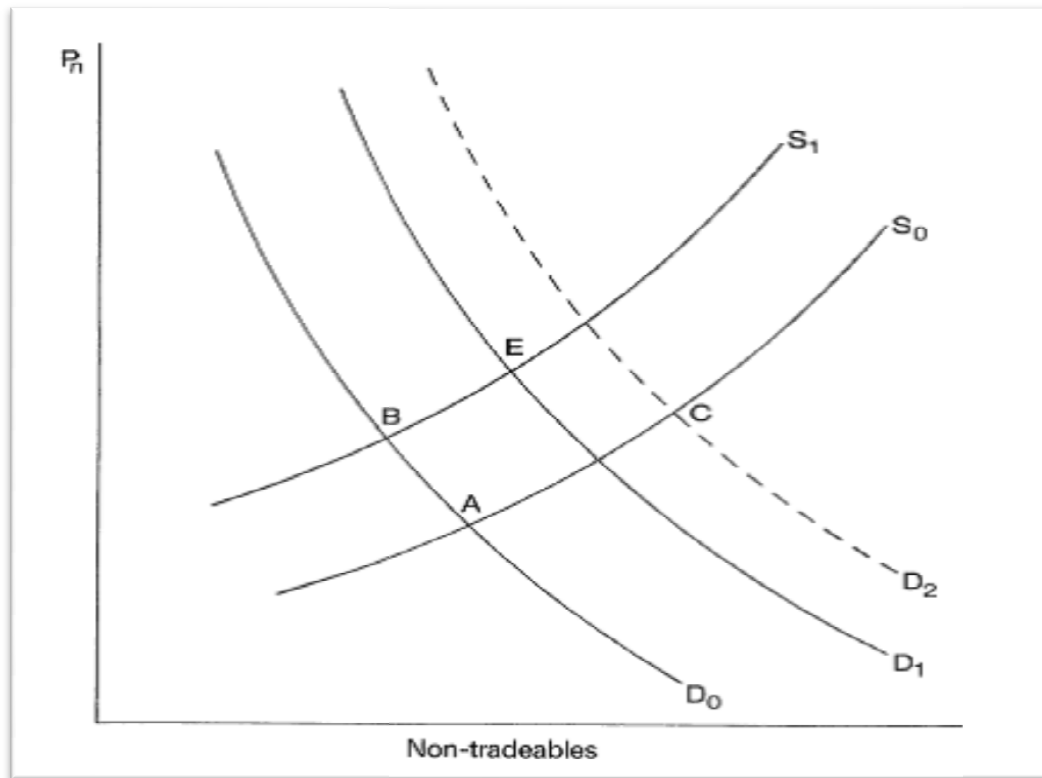
Le modèle stipule que ce dernier produit deux effets distincts : un effet réallocation des ressources et un effet de dépense. Dans une économie où il y a parfaite mobilité du facteur travail, l'expansion du secteur minier entraîne une mutation des ressources vers ce secteur en boom et le secteur des biens non commercialisés. La demande de travail croît au même rythme dans ces deux secteurs qui est absorbée par une offre importante. Ce déplacement de la main d'œuvre entraîne une diminution de la production dans le secteur des biens commercialisés, résultant de l'insuffisance de main d'œuvre.

Le boom dans le secteur minier produira un excédent au niveau de la balance des paiements, synonyme de hausse globale du revenu. Cette augmentation entraînera une hausse de prix dans le cas où tout le revenu est dépensé et que la demande de biens du secteur non commercialisé augmente. Ce mécanisme est totalement indépendant de toute réallocation de ressources. En conséquence, il y aura appréciation du taux de change réel qui entraînera une croissance de la production des biens non commercialisés et une régression de la production des biens commercialisés hors mine, en suit une dégradation de sa balance commercialisée.

¹⁴ RANDRIANARISOOA T-R, « le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maitrise-ès-sciences économique, université d'ANTANANARIVO, 2006, p04.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

Figure N° 02 : Représentation graphique du modèle de Corden



Source : Aoun, M, « la rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs », thèse de doctorat, mars 2008, université paris dauphine, p91.

B : le secteur en boom.

L : le secteur en retard.

N : le secteur des non échangeables.

Sur la figure 02 l'axe des abscisses représente les quantités des biens N, sur l'axe des ordonnées est représenté le prix des biens N relativement à celui des biens L. La courbe de l'offre dérive de la courbe de transformation entre N et B avec L. La courbe de demande représente le niveau de la demande des N à divers prix relatifs P_n . L'effet-dépense s'exhibe dans les glissements de la courbe de demande D_0 vers D_1 et P_n a donc cru, transférant les ressources de L au profit de N. On assiste alors, à « l'effet-mouvement de ressource ». En plus de la productivité totale qui augmente en B, la productivité marginale de travail augmente. A salaire constant en termes de bien échangeables, la demande de travail en B croît ; entraînant un reflux de main d'œuvre de L et N vers B. Cet effet comporte deux éléments. D'abord, la production de L se réduit du fait du transfert d'une partie de sa main-

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

d'œuvre vers B, entraînant l'effet de désindustrialisation directe. Ensuite, pour sa part, le transfert d'une part de main-d'œuvre de N vers B à taux de change constant, entraîne le déplacement de la courbe S_0 en S_1 en créant, ainsi, une offre inférieure de N. La demande non-subvenue s'additionne donc, à la nouvelle demande créée par l'effet-dépense. Ainsi, afin de subvenir la demande additionnelle de N, un reflux de main-d'œuvre de L à N, résultant de l'effet-dépense, renforce l'effet de désindustrialisation.

Le véritable problème de Dutch disease apparaît dans les deux effets qui réduisent la production réelle de facteur spécifique de secteur L. Une autre conséquence des deux effets apparaît dans l'augmentation du taux de salaire W défini en termes de L, car ils accroissent la demande de travail. Sachant que tous les salariés de tous les secteurs consomment des N, les prix relatifs P_n augmentent.

Pour Krugman (1987)¹⁵ la perte de compétitivité du secteur des biens échangeables pendant les périodes d'appréciation du taux de change ne peut être restaurée facilement pendant une période de dépréciation ultérieure. En outre, un boom a tendance à augmenter la volatilité du taux de change, réduisant ainsi le taux de l'investissement de l'économie dans le secteur des biens échangeables et, par conséquent les exportations des biens et services. Le Dutch disease apparaît sous la forme d'augmentation de salaires dans le secteur primaire, attirant de cette façon les facteurs de production des autres secteurs de l'économie. Tous ces symptômes du Dutch disease déformant la structure des exportations et fragilisant la balance de paiement.

Section 2 : Effets des ressources naturelles sur la croissance économique

De nombreux travaux empiriques ont été avancés afin d'expliquer le lien existant entre les ressources naturelles et la croissance du PIB. Donc, comment ce fait-il que les ressources naturelles, soient une bénédiction pour certains pays et une malédiction pour d'autres ?

¹⁵ MOUHOUBI. Aissa, « la gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans la perspective du développement économique », Thèse de doctorat, université du Bejaia, mai 2012, p121.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

2-1-Analyse théorique de la malédiction des ressources naturelles

2-1-1-Définition

La malédiction des ressources naturelles est une notion économique qui, contre intuitivement montre que l'abondance d'une ressource naturelle peut encourager une corruption politique interne, un sous investissement dans le capital humain domestique et un déclin de compétitivité des autres secteurs économiques qui peuvent, à terme affecter les perspectives de croissance de la nation supposée bénéficiaire de la richesse en ressources ¹⁶

D'une autre manière, La malédiction consiste à dire qu'une activité issue de la richesse en ressources naturelles telle, l'extraction de ces ressources, peut effectuer quelques activités, si ces dernières sont importantes pour la croissance, telle que les industries manufacturières destinées à l'exportation et l'application des politiques gouvernementales, ce qui peut freiner la croissance économique.

2-1-2-Revue de littérature sur la malédiction des ressources naturelles

Une littérature abondante a essayé d'expliquer cette malédiction à travers ses canaux de transmission. On distingue trois mécanismes¹⁷ :

a- Le premier mécanisme

Présenté par Sachs et Werner¹⁸ (1995-2001) d'une part et Gylfason¹⁹ (2001) d'autre part. Les premiers auteurs établissent une relation négative entre l'abondance en ressources naturelles et la croissance du PIB.

En 1997, ils ont constaté que les pays en développement dont le ratio exportations des ressources naturelles/PIB était très élevé dans les années 1970, ont affiché au cours des deux décennies suivantes une croissance plus faible que les autres pays en développement.

Gylfason (2001) observe aussi une corrélation négative entre la proportion d'emplois dans le secteur primaire de 1965 à 1990 et plusieurs variables, dont la croissance

¹⁶ HAMIDOUCHE N, RAHMOUN T, « malédiction des ressources naturelles et intermédiation de la rente par l'Etat en Algérie». Colloque international, Alger, p 03.

¹⁷ AVOM D, CARMIGNANI F, « Afrique centrale peut elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ». Revue d'économie de développement, Ed Boeck, 2010, p 51.

¹⁸ SACHS J, and WERNER A « the cause of Natural resource ». European Economic Review vol 45, no 46, p827

¹⁹ GYLFASSON T, « Natural resources and economic growth: what is the connection? ». European economic review, n° 45, p847.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

du PNB par habitant de 1965 à 1998, la fréquentation des établissements d'enseignement secondaire et les indices de perception de la corruption publié par transparency international en 2000.

b- Le deuxième mécanisme

Ce mécanisme fait d'analyser prospectivement dans les travaux de Deaton et Miller (1995) ; Dehn (2000) ; Blaney et Greenway (2001) ; Blattman et al (2007)²⁰. Pour ces auteurs, les produits de base sont caractérisés par une instabilité des prix sur les différents marchés internationaux. Bien plus, plusieurs de ces produits, et particulièrement ceux de l'agriculture, ont une tendance de long terme des prix qui est généralement négative. Par conséquent, les pays qui dépendent fortement de l'exportation des produits de base sont plus vulnérables aux chocs externes et souffrent d'une plus forte volatilité macroéconomique.

Celle-ci provoque une incertitude qui a tendance à décourager les investisseurs et à réduire le potentiel de croissance à long terme.

c- Le troisième mécanisme

Présenté respectivement par, Leite et Weidmann (1999) ; Ross (2001) ; Isham et al (2005)²¹ Ces auteurs suggèrent qu'il existe un lien négatif entre la dépendance aux produits de base et la qualité des institutions. Ils montrent par conséquent que l'abondance des produits de base favorisant la corruption et la mauvaise gouvernance, qui sont les deux principales causes de la faiblesse de la croissance économique. Une autre interprétation est fournie par les résultats de Collier et Hoeffler (1998) Humphreys (2005) et Fearon (2005)²², qui trouvent que les produits de base augmentent la probabilité d'occurrence de guerres civiles. Ainsi, les pays qui dépendent des produits de base sont plus exposés aux risques de conflits, puisque ces derniers ont des coûts économiques très élevés, les produits de base retarderaient le développement économique à travers leurs effets sur la probabilité de guerre²³.

²⁰ FABRIZIO Carmignani « l'Afrique centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ? ». Revue d'économie du développement (vol.18), 2010, p04.

²¹ FABRIZIO Carmignani « l'Afrique centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ? ». Revue d'économie du développement (vol.18), 2010, p04.

²² VERONIQUE CHRISTOPHE « la malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ? ». Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en économie, université du QUEBEC A MONTREAL, mai 2012, p06.

²³ AVOM D, CARMIGNANI F, « Afrique centrale peut elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ». Revue d'économie de développement, université de Boeck, 2010, p52.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

2-2-Les catégories d'explications de la malédiction des ressources naturelles :

Trois catégories d'explications de la malédiction des ressources naturelles sont citées par MOUHOUBI (2013)²⁴.

a- Les explications cognitives

Les approches cognitives suggèrent que les rentes des ressources naturelles peuvent induire, d'une manière ou d'une autre, une lenteur dans l'économie.

De plus, cette approche n'est pas à l'abri de critiques. Le premier problème, et moins important, est qu'elle transgresse les hypothèses rationnelles suivies par plusieurs analystes. Le deuxième problème, le plus important, est qu'elle n'est pas déployée d'une manière explicite et testable dans un cadre théorique bien précis ; par exemple les théories qui lient les variations du revenu de l'Etat aux variations des compétences cognitives des décideurs politiques. Le dernier problème est qu'il y a une petite évidence que les décideurs politiques tombent collectivement dans des stupeurs induites par l'opulence. Dans un sens opposé, des cas d'étude pertinents décrivent les acteurs bien informés, qui sont fortement gênés des pressions institutionnelles (KARL, 1997 ; SHAFER, 1994)²⁵. Encore, les décideurs politiques qui ne sont pas préparés à gérer la nouvelle richesse qui afflue sont conseillés par les institutions financières internationales. D'ailleurs, si la richesse en ressources promet un échec répandu, de retombées fâcheuses peuvent être attendues dans le secteur privé. Tout de même, il est certain que le secteur privé dans les pays en développement réagisse aux chocs de prix encore plus rationnellement que leurs institutions, même quand il est moins informé.

Les approches cognitives offrent des explications simples à propos de l'échec des institutions à diversifier leurs exportations et leur échec à maintenir une discipline fiscale en face de l'instabilité des exportations et du Dutch disease.

b- Les explications sociales

Les approches sociales défendent l'idée que les booms de ressources accroissent la puissance politique des acteurs non-étatiques qui préfèrent empêcher la croissance. Cette

²⁴ MOUHOUBI.A « la gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans la perspective du développement économique. Thèse de doctorat, université du Bejaia, mai 2012, p138.

²⁵ MOUHOUBI.A « la gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans la perspective du développement économique ». Thèse de doctorat, université du Bejaia, mai 2012, p138.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

argumentation est utilisée par plusieurs économistes pour expliquer pourquoi les économies riches en ressources (l'Afrique et de Amérique latine) restent à la traîne des économies pauvres en ressources du sud-est asiatique.

Peut-on généraliser les explications sociales à tous les cas ? Cette approche suggère que la malédiction de la croissance lente vient des barrières douanières qui protègent les bénéficiaires des booms de ressources.

L'approche sociale est significative quand les acteurs non-étatiques réclament la rente des ressources, ce qui est exceptionnel. Dans la plupart des pays en développement, les ressources minières sont la propriété de l'Etat, vers lequel toutes les rentes sont drainées. En théorie, la richesse en ressources renforce l'influence de l'Etat au-dessus des acteurs sociaux.

c- Les explications relatives aux institutions

La plupart des explications relatives à la malédiction des ressources sont un hybride d'arguments cognitifs, sociaux et institutionnels expliquant que les rentes des ressources naturelles peuvent endommager la capacité de l'Etat à promouvoir la croissance économique. La théorie de l'Etat-rentier conteste l'idée que les pays qui engrangent la plus importante part de leurs revenus de sources externes, telle que les rentes des ressources naturelles, sont libérés du besoin de collecte de la fiscalité intérieure et deviennent moins responsables envers les sociétés qu'ils gouvernent. Plusieurs économistes ont développé l'approche de l'Etat-rentier pour expliquer l'absence de pression démocratique. Les théories de l'Etat-rentier se manifestent, encore, en différentes formes et accentuent les liens de causalité entre les rentes des ressources naturelles et les institutions.

2-3- Analyse théorique de la bénédiction des ressources naturelles :

Les ressources naturelles sont perçues comme une bénédiction, un facteur qui permet au pays de sortir du sous-développement et de rejoindre les pays industrialisés. En théorie, il est vrai qu'une abondance en ressources naturelles convoitées, tel que le pétrole, peut générer d'importants revenus et de ce fait, stimuler la croissance économique. Par contre rares sont les pays qui ont véritablement bénéficié des retombées des ressources naturelles et ce, malgré des efforts louables.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

2-3-1- Revu de la littérature sur la bénédiction des ressources naturelles

Afin d'expliquer cette bénédiction, les études reposant sur des mesures d'abondance soulignent des associations positives entre ressources naturelles et croissances économique.

Pour Lederman et Maloney (2007), les arguments de Sachs et Warner (2001)²⁶ manquent de robustesse, en basant leurs observations sur les exportations nettes de produits à forte concentration de ressources naturelles par habitant, ils ne constatent aucun impact négatif de l'abondance des ressources sur la croissance.

En outre, les auteurs Mehlum (2006), Snyder (2006), Robinson (2006), Brunnschweiler (2008)²⁷, soulignent que l'effet des produits de base sur la croissance n'est pas forcément négatif, mais dépend de la qualité des institutions. Ainsi, si les pays ont développé des bonnes institutions, la dépendance aux produits de base facilite la croissance.

De plus, Collier (2003)²⁸, propose quatre éléments afin d'obtenir des ressources bien efficace. Il s'agit de (la transparence des revenus ; la surveillance des dépenses ; le suivi des produits ; et une faible exposition aux chocs de prix).

a-Transparence des revenus

C'est un élément nécessaire, car il permet de contrôler les dépenses, résoudre le problème de détachement. Mais, la transparence seule ne suffit toutefois pas à contrer ce type de conviction, car de nombreux gouvernements de pays en développement n'ont pas la confiance de leur population en matière d'information, en particulier pour des sujets aussi contestés.

b- La surveillance

L'objectif du contrôle est d'établir comment les recettes tirées des ressources naturelles sont dépensées. Dans la plupart des pays en développement richement dotés en ressources naturelles, c'est les institutions qui devraient normalement prendre en charge cette

²⁶ VERONIQUE CHRISTOPHE « la malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ? », mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en économie, du QEBEC A MONTREAL, mai 2012, p05.

²⁷ FABRIZIO Carmignani « L'Afrique centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ? ». *Revus d'économie du développement* (vol.18), 2010, p05.

²⁸ COLLIER Paul, « ressources naturelles, développement et conflits : liens de causalité et mesure politique ». Oxford university et banque mondiale, p207.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

surveillance. Des commissions parlementaires, associées à un organisme général de contrôle des comptes, et une presse d'investigation ne sont en général pas suffisamment efficaces.

c- Suivi des produits

L'efficacité du suivi des produits est simplement dans l'observation des prix bas que les rebelles sont obligés d'offrir même si l'information n'est pas publique. Celle-ci est facilement accessible auprès des personnes informées de l'industrie. Ce prix est ainsi beaucoup plus pratique à suivre que les quantités actuelles d'un produit mises sur le marché. Aussi, le suivi physique des produits peut être utilement associé avec des informations sur les transactions financières qui représentent la contrepartie de leurs mouvements physiques.

d- Exposition moindre aux chocs

Elle consiste en une protection via des assurances publiques ou privées, une diversification des exportations, et de manière plus ambitieuse, et une réduction des chocs de prix eux-mêmes. L'assurance privée peut être réalisée à travers une couverture sur les marchés internationaux des produits. Pour l'assurance publique, le FMI ou la banque mondiale pourraient introduire des facilités de prêt conditionnel, initiées par de graves chutes des prix des exportations. Aussi la banque est un créancier important à la fois pour des pays exportateurs et importateurs de matières premières²⁹.

2-4- Identification de modèle de syndrome hollandais avec l'analyse néoclassique

La théorie néoclassique du commerce international constitue le fondement de l'analyse des phénomènes du syndrome hollandais ou de Dutch disease.

2-4-1-Le Théorème de RYBSCYNSKI

RYBSCYNSKI³⁰ cherche à expliquer les facteurs déterminants de la configuration dans ce théorème. Il considère comme la modélisation du modèle d'HECKSHER-OHLIN s'exprimant ainsi : «A termes de l'échange constants, lorsqu'un des facteurs s'accumule, il y a réduction absolue de la production de biens utilisant ce facteur de façon moins intensive,

²⁹ COLLIER Paul, « ressources naturelles, développement et conflits : liens de causalité et mesure politique ». Oxford university et banque mondiale, p212.

³⁰ NAKOUMDE Ndoumtara, « boom pétrolier et risque d'un syndrome hollandais au Tchad : une approche par la modélisation en équilibre général calculable ». Thèse de doctorat, Université d'Auvergne Clermont – Ferrand I, en 2008p67.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

tandis que la production des biens utilisant ce facteur intensivement augmente plus que proportionnellement à l'accroissement du revenu.»³¹.

L'auteur démontre dans ce théorème que l'expansion d'une richesse naturelle est susceptible de nuire au développement d'autres secteurs. A la limite, la désindustrialisation semble inévitable à cause de la mutation des ressources des anciennes structures productives vers les nouvelles.

On peut affirmer que ce théorème présente des similitudes avec les idées avancées dans les théories de la maladie hollandaise, à une différence près. Dans ce théorème, la désindustrialisation est uniquement due aux effets de « réallocation de ressources » tandis que pour le syndrome hollandais, les causes peuvent être également dues aux « effets de dépense ». On peut même envisager une combinaison des deux effets dans les modèles du «Dutch disease»³².

2-4-2-La théorie de la croissance appauvrissant

Elle fût élaborée par l'économiste Jagdish N. BHAGWATI³³ qui émet une thèse selon laquelle, le commerce international peut se retourner contre la croissance économique d'un pays. C'était une idée inédite du fait de l'appartenance de cette théorie dans la lignée des théories néoclassiques. En effet, l'auteur avance une idée simple telle que l'augmentation tant en volume qu'en quantité, des exportations fait baisser les prix des produits sur le marché international. Au fur et à mesure que se succèdent les transactions, la croissance devient dommageable.

La convergence de cette théorie avec celles du syndrome hollandais repose sur une idée simple : la mise en exploitation d'une richesse naturelle nouvellement découverte, peut appauvrir l'économie d'un pays.

Toutefois, dans les modèles de « Dutch disease », l'appauvrissement est essentiellement dû à la baisse de régime des autres secteurs autres que celui en boom. A

³¹ NAKOUMDE Ndoumtara, « boom pétrolier et risque d'un syndrome hollandais au Tchad : une approche par la modélisation en équilibre général calculable ». Thèse de doctorat, Université d'Auvergne Clermont - Ferrand I, en 2008p67.

³² NAKOUMDE Ndoumtara, « boom pétrolier et risque d'un syndrome hollandais au Tchad : une approche par la modélisation en équilibre général calculable ». Thèse de doctorat, Université d'Auvergne Clermont - Ferrand I, en 2008, p61.

³³ RANDRIANARISOOA T-R, « le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maitrise-ès-sciences économique, université du d'ANTANANARIVO, 2006, p06.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

l'inverse, dans la théorie de BHAGWATI³⁴, il est strictement dû à la baisse du revenu réel. Le problème des secteurs n'existe pas dans cette théorie. De plus, les arguments du syndrome hollandais ne sont vérifiables que s'il n'est pas supposé préalablement que le pays considéré soit de petite taille. Cette hypothèse équivaut à dire que ce pays est d'ores et déjà un « Price taker »³⁵.

Il faut remarquer que ces deux concepts recommandent la politique économique à adopter par les pays en développement. La théorie de la croissance appauvrissant dirige un pays à orienter sa base productive vers les produits de substitution des importations et donc diminution des exportations pour les besoins locaux. Par contre, la participation active du pays aux échanges internationaux n'est pas remise en question dans les arguments du syndrome hollandais. C'est l'allocation optimale des revenus d'exportations du secteur en boom qui pose des difficultés.

2-4-3- Les théories de l'échange international

Trois notions principales qui analysent les facteurs expliquant le blocage de la croissance par l'échange international. Il s'agit des notions d'enclave, de comportements rentiers et de capacité d'absorption du capital.

a- La notion d'enclave

Cette notion met en évidence l'enclavement des industries minières des pays du Tiers-Monde. Il y a faible diffusion des effets d'entraînement dans ces pays, car la chaîne de valeur est quasi-inexistante. Quatre effets ont été retenus pour définir une industrie extractive enclavée³⁶.

- L'effet induit à travers l'équipement des exploitations minières ;
- L'effet induit à travers la masse salariale distribuée par l'industrie extractive ;
- L'effet induit par les possibilités d'investissements offerts par les profits réalisés dans cette industrie. Les liens du secteur extractif avec le reste de l'économie sont quasi-inexistants. Le seul lien passe par le budget de l'Etat. Etant donné les incompétences

³⁴ BELLAL Samir, « essai sur la crise des régimes rentier d'accumulation en Algérie : une approche en terme de régulation ». Thèse de doctorat en science économique, université Lumière-Lyon II, mars 2011, p21

³⁵ Price taker signifié que les pays accepte les prix proposés et n'est aucunement capable de faire inverse.

³⁶ RANDRIANARISOOA T-R, « le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maitrise-ès-sciences économique, université d'ANTANANARIVO, 2006, p07.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

administratives et la seule corruption dans les pays en voie de développement, ces ressources ne sont pas souvent utilisées à bon escient.

Dans les modèles du syndrome hollandais, l'hypothèse ainsi faite d'un accroissement des revenus extérieurs consécutif à un choc exogène positif qui affecte le budget de l'Etat découle d'une définition des activités extractives comme enclaves.

b- La notion de comportement rentier

Elle avance l'idée d'une substitution de comportement au niveau des agents économiques. Désormais, les agents ont tendances à avoir des comportements d'accès aux revenus générés par les rentes³⁷.

Un pays rentier est défini comme « un pays qui reçoit, sur une base régulière, des montants substantiels de rente externe. Les rentes externes étant elle-même définies comme des redevances payées par les étrangers, des entreprises ou des gouvernements à des individus, entreprises ou gouvernements d'un pays donné »³⁸. La production est plus ou moins délaissée dans les pays qui adoptent le comportement rentier.

Le cas des pays arabes après les chocs pétroliers illustre cette situation³⁹. En effet, la consommation publique et privée dans ces pays a été excessive, dépassant largement la normale et même celle des pays riches industrialisés. Portant, la production ne connaît pas ce même rythme. L'Etat remplit bien son rôle dans la mise en place des structures et des infrastructures publiques mais le système de production vieillit. Le niveau de vie élevé de la population est strictement lié au revenu rentier et non à une meilleure organisation productive.

c- La notion de capacité d'absorption de capital

Cette notion tente d'élucider une problématique fondamentale qu'est de savoir le seuil d'investissement qui soit réellement efficient. En effet, le volume d'investissement qui soit efficace pour la croissance économique d'un pays, est limité. Il existe un optimum d'investissement qui est déterminé par la demande et l'étendue des marchés intérieurs et

³⁷ KOTASSILA J-P, « le syndrome hollandais : théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun, centre d'économie du développement ». Université Montesquieu-Bordeaux IV, France, p05.

³⁸RANDRIANARISOOA T-R « Le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maîtrise-ès-sciences économique, 2006, université d'ANTANANARIVO, p 08.

³⁹ SID AHMED A, « développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers-Monde, Publisud », paris, p901.

Chapitre 1 : Les fondements théoriques du syndrome hollandais

extérieurs, les facteurs politiques et socio- culturelles,... Donc, chaque pays a sa propre capacité à absorber le capital.

Au-delà de cette limite, les investissements deviennent des futilités. La majorité des pays producteurs de pétrole a rencontré ce genre de problème et n'a rien pu faire de mieux pour améliorer sa base productive même avec les inestimables recettes liées au pétrole.

On retrouve cette notion, de manière implicite, dans les modèles de syndrome hollandais. Cette partie a permis d'avoir des idées théoriques sur le mécanisme de la théorie du syndrome hollandais et ses convergences avec les grands courants de pensée économique.

Toutefois, la réalité échappe aux modélisations avancées par les auteurs. Dans la partie qui suit, la théorie sera mise en expérimentation dans les pays qui ont vécu la maladie.

Conclusion

Nous avons présenté dans ce chapitre les différentes idées théoriques sur le mécanisme de la théorie du syndrome hollandais et ses convergences avec les grands courants de pensée économique.

L'analyse théorique faite, nous a permis de montrer que l'exploitation des ressources naturelles produits deux effets séparés et distincts. L'effet des dépenses qui est dû à l'impact du revenu additionnel du pétrole se traduit par des augmentations des dépenses du gouvernement sur des biens non échangeables et effet de mouvement des ressources.

Dans la partie qui suit, la théorie sera mise en expérimentation dans les pays qui ont vécu la maladie et de faire ressortir les stratégies adoptées pour faire face à cette théorie.

Chapitre 02

**Expériences de certains pays et les stratégies adoptées
pour échapper à la malédiction pétrolière**

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

Introduction

La problématique principale des pays exportateurs nets de pétrole telle que l'Algérie est de passer d'une économie dépendante des recettes d'exportation du pétrole à une économie diversifiée.

La diversification de la structure économique est un élément clé pour aboutir au développement et échapper à la malédiction des ressources naturelles. Non seulement la diversification des exportations réduit la dépendance envers les prix volatils des hydrocarbures, mais entraîne aussi la concurrence, incite l'innovation et attire l'investissement. Parmi les pays exportateurs nets du pétrole qui ont réussi leur politique de diversification nous citons la Malaisie, l'Indonésie, le Chili et les Emirats Arabes Unis.

L'objectif de ce chapitre est d'analyser deux sections. Dans une première section nous présenterons les différents pays qui n'ont pas réussi, ainsi que les pays qui ont réussi leur politique de diversification. Dans la deuxième section nous nous intéressons aux stratégies de diversification économique.

Section 1 : Expérience de certains pays face au syndrome hollandais « Faire fructifier le pétrole » pour diversifier l'économie est un objectif de longue date pour de nombreux exportateurs, mais peu d'entre eux ont réussi à s'affranchir de leurs ressources dominantes. Nous examinerons dans ce qui suit, ce problème à travers le prisme des exportateurs de produits pétroliers, et nous pencherons sur certaines questions stratégiques auxquelles ces pays sont confrontés.

1-2-Quelques pays qui n'ont pas réussi à diversifier leurs économies

1-2-1- Nigeria

Le Nigeria occupe une place enviable par rapport aux autres pays producteurs du pétrole africains : Premier producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne, cinquième producteur de l'OPEP après l'Arabie Saoudite, le Venezuela, l'Iran et les Emirats Arabes Unis. Les pétrodollars constituent 83 % des revenus du gouvernement fédéral, plus de 95 % des revenus d'exportation. Membre de l'organisation des pays exportateurs (OPEP)¹.

Actuellement la structure économique du pays manque de diversification. Elle est largement tributaire du secteur pétrolier.

¹ Les statistiques du FMI.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

Le Nigeria affiche des indices de développement humain relativement bas, malgré ces ressources naturelles abondantes, en 2007, la moitié de la population vivait en dessous de seuil de pauvreté, fixé à 1,25 USD par jour².

Le Nigeria est un des seuls pays au monde qui, malgré d'importante ressource pétrolière, présente un déficit budgétaire. Il est connu pour ses records de corruption, qui a fortement augmenté depuis les booms pétroliers des années 70.

1-2-2-Angola

La dépendance pétrolière de l'Angola est profonde. En 1960, le pétrole représentait 8% du PIB et l'agriculture 50%. En 1995, la part de l'agriculture était de 17% et celle du pétrole, de 40%. Aujourd'hui, les revenus fiscaux pétroliers représentent 80 % des revenus de l'Etat et plus de 60 % du PIB³.

La guerre et la dette ont transformé l'Angola en un pays ruiné. 68 % des Angolais vivent en dessous du seuil de pauvreté et 66 % n'ont pas d'accès à l'eau potable⁴. La fin de la guerre présente une occasion sans précédent de rediriger les revenus pétroliers pour les allouer à l'aide humanitaire et au développement.

L'histoire de l'Angola en matière de corruption et de transparence laisse la plupart des observateurs sceptiques sur les chances d'une telle évolution. En 2002, l'Angola était le troisième Etat le plus corrompu parmi les 102 pays étudiés par Transparency International⁵. Le Département d'Etat américain a même affirmé que : « La richesse du pays demeure concentrée dans les mains d'une petite élite qui utilise ses positions gouvernementales pour s'enrichir personnellement et massivement, et la corruption continue à tous les niveaux... On estime que 50 % des dépenses de l'Etat n'apparaissent pas dans le budget officiel »⁶.

1-2-3-Gabon

Le Gabon, à l'instar du géant nigérian, n'a pas réussi à réduire la pauvreté ni à construire un modèle durable de développement. En 2003, pour la première fois en trente ans, les

²FOSU Augustin Kawasi, GYAPONG Anthony « terme de l'échange et croissance des économies basées sur les ressources naturelles ». Université de l'Abington, octobre 2010, p07.

³ BENAMAR. A, BEDIABDELLAH. A, BENBOUZIANE.M « pétrole et activité économique en Afrique : une analyse économétrique, p04.

⁴ BENAMAR. A, BEDIABDELLAH. A, BENBOUZIANE.M « pétrole et activité économique en Afrique : une analyse économétrique, p05.

⁵ NGODI « gestion des ressources pétrolières en Afrique ». Décembre 2005, Mozambique, P16.

⁶ FLAVIO, G. I. Inocencio, « Angola souffre du syndrome hollandais ». Centre international, conférence de l'ABDOU DIOUF A DIAMNIADIO.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

montants budgétés des revenus pétroliers étaient inférieurs à ceux d'origine non pétrolière⁷. Les revenus pétroliers parviennent au gouvernement par l'intermédiaire d'un régime fiscal simple et attractif pour les investisseurs étrangers. Les revenus pétroliers gouvernementaux proviennent des royalties, de l'impôt sur les bénéfices des compagnies pétrolières et de leurs filiales, des taxes sur l'exploration, des dividendes versés aux actionnaires par les compagnies et du produit de la vente du pétrole appartenant à l'Etat. La transparence dans la gestion de la manne pétrolière pose d'énormes défis. Les revenus pétroliers ont permis au régime d'établir des fortunes immenses. L'affaire Elf⁸ a démontré comment la politique de clientélisme altère toute possibilité de développement économique et engendre les endettements, la dépendance et les détournements au Gabon.

1-2-4- Venezuela

Venezuela est le pays qui dispose des plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde mais son économie ne profite pas de cette manne. Malgré la richesse des gisements, le pays ne dispose pas de sa propre raffinerie, et il importe son carburant. On peut expliquer les problèmes de Venezuela par le syndrome hollandais : lorsque un pays dispose d'une manne, il risque de baser toute son économie sur cette ressource et cette spécialisation sur cette activité qui conduit à l'augmentation de ses revenus. En conséquence, sa devise s'apprécie, menant à une perte de compétitivité des exportations des autres secteurs puisque 96% des recettes de devise proviennent de cette ressource, plus de 70% des biens de consommations sont importés notamment les produits alimentaires à cause de la faiblesse de secteur agricole⁹.

2-2- Quelques pays qui ont réussi à diversifier leurs économies

2-2-1-Malaisie

La Malaisie a la chance de disposer de ressources naturelles assez diversifiées, situation géographique favorable, ports en eau profonde, caoutchouc, et produits forestiers qui, avant le pétrole, étaient des biens essentiels exportés. En 2010 les produits fondés sur l'exploitation des ressources naturelles représentaient encore 42%¹⁰ de la valeur ajoutée de la fabrication. La Malaisie a réussi à maintenir un taux d'épargne élevé et relativement stable,

⁷ LYNN Karl « boom pétrolier et pauvreté en Afrique ». University of California Press p 28.

⁸ Une des plus grosses affaires de corruption, une affaire politico-financière qui éclatée en 1994.

⁹ DUPERRON Audrey, « le Venezuela est-il victime de la maladie hollandaise ». Revue, octobre. 2012 p01.

¹⁰ GELB, Alan, « diversification des pays riches en ressources naturelles ». Contribution préparée pour le séminaire de haut niveau de FMI : ressources naturelles, finance de développement (4-5 Novembre Alger), p27

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

et a massivement investi dans l'exploitation des terres et les programmes de reboisement pour développer et moderniser la production de caoutchouc et d'huile de palme. Elle a aussi beaucoup investi dans les technologies et les infrastructures, et notamment dans l'énergie, les communications et les transports. Bien que la Malaisie se soit engagée dans la voie du protectionnisme dans les années 1960, elle a commencé en 1973-1974 à promouvoir de façon intensive des exportations basées sur des fabrications bon marché et a réduit ses coûts, en mettant en œuvre des politiques de réduction des coûts du travail et de gestion des relations entre partenaires sociaux. Au milieu des années 1980, elle a infléchi sa stratégie vers des produits plus technologiques et vers l'amélioration de ses compétences. Elle a libéralisé l'immigration de travailleurs qualifiés, a accru considérablement le nombre d'étudiants des universités technologiques, a noué des relations avec des universités australiennes et canadiennes et a lancé des programmes de développement des compétences cofinancés par la fédération des producteurs et l'université des sciences et technologies.

L'objectif de sa politique macroéconomique était également de limiter les coûts. La Malaisie a progressivement opté pour un régime commercial plus ouvert. Plusieurs dévaluations ont déprécié le taux de change réel (22% sur période 1980-1992)¹¹ pour maintenir les incitatifs. Le pays a investi et soutenu de façon ciblée différentes mesures parmi lesquelles la mise en place de zones franches, de mécanismes de financement des exportations, d'aides à la recherche, de mise au point de produits et de campagnes de commercialisation ayant pour objectif la réduction des coûts et l'amélioration de la compétitivité. Bien que la Malaisie n'ait jamais autant souligné que la Corée qu'elle souhaitait d'abord soutenir les industries exportatrices, les performances des exportations étaient un objectif important de la diversification.¹²

2-2-2-Chili

Le Chili n'a pas opté pour une diversification en direction de l'industrie manufacturière mais plutôt pour une diversification de la gamme d'exportations fondée sur l'exploitation des ressources naturelles. Aujourd'hui, le Chili est premier exportateur mondiale du cuivre qui reste le poids lourd de son secteur primaire. Ce pays est également premier producteur d'iode,

¹¹ GELB, Alan « diversification des pays riche en ressources naturelles ».Contribution préparée pour le séminaire de haut niveau de FMI : ressources naturelles, finance de développement (4-5 Novembre Alger), p 16

¹² GELB, Alan « diversification des pays riches en ressources naturelles ».Contribution préparée pour le séminaire de haut niveau de FMI : ressources naturelles, finance de développement (4-5 Novembre Alger), p 15

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

de lithium, de rhénium et fournit la totalité des nitrates naturels mondiaux. Le secteur des services représente 53.2% du PIB en 2012¹³. L'économie chilienne a échappé à la malédiction des ressources naturelles en fabriquant à base de ressources naturelles diversifiées des produits à forte valeur ajoutée. La maîtrise des mécanismes de marché a permis à cette économie à mettre en œuvre des politiques budgétaires contra cycliques qui ont stabilisé l'économie grâce à une forte épargne pendant le boom du cuivre et à une injection de liquidités dans l'économie lorsque la chute des cours a commencé.

Le Chili a également privilégié l'amélioration du climat des affaires, et figure au premier rang des pays d'Amérique latine pour les indicateurs « Doing business »¹⁴.

2-2-3- Emirats Arabes Unis

Dubaï pour objectif d'attirer les investissements dans les infrastructures, l'immobilier et différents services, et de créer une zone franche pour développer les capacités d'exportation. Dubaï est très dépendante des compétences et de la main d'œuvre importée : les autochtones ne constituent que 10% de la population. C'est un modèle instructif pour d'autres pays qui envisagent de diversifier leur économie en créant une grande zone franche ou en adoptant d'autres politiques du même type.

Le projet de Dubaï ne se fonde pas seulement sur le postulat : « il suffit de construire et ils viendront ». Il comporte également des incitatifs pour attirer les investissements directs étrangers et les grandes multinationales, et notamment une administration efficace peu corrompue, une absence d'impôts et des tarifs douaniers bas très attrayant pour les entreprises et les expatriés, une économie de marché n'imposant que peu de restrictions aux mouvements de fonds et aux transactions, des infrastructures haut de gamme à la pointe du progrès pour appuyer un système électronique et une cyberadministration, un soutien public direct ou indirect à tous les grands projets, une délivrance rapide et simplifiée de visas aux hommes d'affaires et aux touristes, l'autorisation pour les étrangers de posséder des biens immobiliers

¹³ THORVALDUR Gylfason, « La possession de ressources naturelles est-elle vraiment un privilège? » octobre 2010, p09.

¹⁴ En 2009, le Chili s'est classé 40ème pays sur 181 pour les indicateurs « Doing Business ». Le classement 2009 pour les autres pays mentionnés dans cette section est le suivant : Malaisie 20ème rang, Botswana 38, EAU 46, Indonésie 129 et Algérie 132. Le classement moyen pour neuf pays exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne est 161. Le classement moyen pour les 11 pays africains non pétroliers à faible revenu et à croissance rapide notés dans Gleb et Turner (2008) est 138.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

dans la zone franche, et de très gros investissements dans la sécurité. Grace à une politique commerciale et de recrutement très ouverte, une pression fiscale très faible et un taux de change arrimé au dollar, Dubaï est une base relativement stable et à bas coût pour les opérateurs économiques. Si la réussite est au rendez-vous, ceci attestera de la diversification de l'économie locale, qui aura pour l'essentiel consisté à créer une nouvelle économie. Parallèlement, les ressortissants de Dubaï profiteront de revenus tirés d'une rente assise pour l'essentiel sur les terres et les biens immobilisés et de la participation réglementaire aux activités gérées par les expatriés. L'emploi « normal » obtenu sur des marchés du travail compétitifs n'est qu'une faible partie de la rente pour les ressortissants.

2-2-4- Indonésie

L'Indonésie illustre bien l'importance du recours à des politiques actives d'encouragement à l'agriculture face au boom du secteur pétrolier, et de baisse des coûts intérieurs afin d'encourager la diversification des exportations. Le hasard a joué un rôle dans cette réussite, qui n'aurait pas été possible sans la mise au point de variétés de riz résistantes aux maladies et à rendement élevé. Leur diffusion n'aurait toutefois pas été envisageable sans les politiques de développement à une échelle inhabituelle mises en œuvre par le gouvernement, qui consistaient notamment à utiliser une grande partie des recettes pétrolières pour développer les ressources de gaz naturel, en vue de les exporter vers le Japon et de les utiliser comme intrant pour la production d'engrais. Les engrais ont été distribués à prix subventionnés, ce qui a fait grimper les rendements en flèche.

L'agriculture et l'économie rurale ont en outre été renforcées par divers programmes communautaires performants qui ont absorbé une grande quantité de main d'œuvre et permis de construire des infrastructures locales, et notamment des écoles, des routes et autres édifices. Les infrastructures, particulièrement dans les campagnes, ont absorbé un quart des investissements publics pendant le boom pétrolier.

Une fois dotée d'une agriculture solide capable de nourrir sa main d'œuvre industrielle croissante à des prix assez bas, l'Indonésie s'est tournée vers les fabrications à bas salaires et a adopté une stratégie exportatrice au début des années 1980¹⁵. Elle a pris des mesures pour prévenir de trop fortes fluctuations du taux de change réel, et a mené une politique de gestion

¹⁵AUTY (1995) note que l'Indonésie et la Malaisie ont commis l'erreur de promouvoir des industries inefficaces pendant la période de boom pétrolier.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

prudente des dépenses publiques dans les années de prospérité économique entre 1974 et 1981. Le pays a accumulé des réserves et des excédents budgétaires, faisant peu de cas de la doctrine officielle qui prônait l'équilibre budgétaire. Le gouvernement s'est alors retrouvé en position de restructurer ses dépenses publiques et de réduire la voilure des projets planifiés au moment où les cours du pétrole ont commencé à baisser. Il a piloté sa politique de taux de change pour limiter l'appréciation du taux de change réel, et a dévalué fortement au moment où le cycle des cours du pétrole a connu un creux en 1983 et 1986 (de 60 % en 1986), tout en prenant des mesures pour prévenir toute appréciation ultérieure¹⁶. La politique commerciale a été progressivement libéralisée après 1985, et les exportateurs ont eu accès à des intrants importés aux cours mondiaux. Les investissements directs étrangers ont été libéralisés, notamment dans les secteurs exportateurs.

Section 2 : Les politiques de diversification pour faire face à la malédiction pétrolière

Il existe deux stratégies majeures de politiques économiques permettant d'échapper à l'impact de la volatilité des prix du pétrole, à savoir :

- Les stratégies d'ordre économique ;
- Les stratégies d'ordre institutionnel.

2-1- Les stratégies d'ordre économique

2-1-1- Les stratégies de diversification du tissu économique

La forte dépendance des pays exportateurs nets du pétrole à l'égard du secteur pétrolier et la vulnérabilité de leurs économies aux fluctuations des prix du pétrole constituent une raison suffisante pour penser à la nécessité de diversifier les secteurs créateurs de richesse. La promotion des secteurs hors hydrocarbures (le secteur manufacturier, agricole, ...etc.) doit apparaître parmi les priorités de la politique économique à mettre en place de ce type de pays.

La diversification de la structure économique est l'élément clé qui permettrait d'échapper à la malédiction pétrolière et d'exploiter la rente de telle manière à aboutir à un développement économique et une amélioration des indicateurs économiques, la

¹⁶MOUHOUBI Aissa « analyse de l'apport du secteur de hydrocarbure au développement économique de l'Algérie : aspects macroéconomique ». Thèse de magister, université du Bejaia, 2005, p101.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

diversification des activités économiques réduit la dépendance de l'économie des recettes pétrolières et l'instabilité des prix du pétrole sur les marchés.

Néanmoins, un tel objectif nécessite la mise en place d'une stratégie économique qui s'appuie sur plusieurs politiques à savoir : la politique monétaire, la politique de change, la politique budgétaire et fiscale. Ces politiques doivent avoir comme objectif, la mise en place d'un environnement économique de concurrence et d'innovation afin d'attirer les investissements (locaux et étrangers) notamment dans les secteurs d'activité hors hydrocarbures, ce qui se traduira par la création d'emplois.

a- Le soutien des secteurs hors hydrocarbures et du secteur privé

La prise de conscience mondiale du phénomène de la malédiction pétrolière a incité l'intervention des institutions internationales. Plusieurs organismes sont impliqués à l'instar des institutions internationales (banque mondiale, FMI), les compagnies pétrolières internationales, les gouvernements des pays producteurs nets de pétrole, d'investir une fraction des revenus pétroliers dans des programmes de soutien des secteurs hors hydrocarbures (secteurs prioritaires), notamment, le secteur agricole et le secteur manufacturier afin de diversifier les activités créatrices de richesse et d'emplois, les exportations et les sources de financement de l'économie.

Cependant, ces efforts de diversification doivent être accompagnés par des mesures favorisant la dynamisation du secteur privé à travers la mise en place des conditions adéquates pour attirer les entreprises, inciter l'entrepreneuriat et pour encourager l'emploi dans le secteur privé.

b- L'ouverture commerciale

Plusieurs pays pétroliers ayant réussi une stratégie de diversification économique ont préféré créer une zone de libre échange pour promouvoir les activités du commerce extérieur. La création d'une zone de libre échange est un facteur d'une grande importance qui pourrait être à l'origine de l'expansion des exportations hors hydrocarbures dans les pays mono exportateurs du pétrole (l'expérience des émirats arabes unis en constitue l'exemple) qui se répercute directement sur le commerce extérieur en diversifiant les produits destinés à l'exportation et en diminuant les importations. En effet, les zones de libre-échange offrent de

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

nombreux avantages aux entreprises et aux différents opérateurs économiques, parmi ces avantages, nous citerons :

- Le rapatriement des capitaux et des profits ;
- Exonération d'impôts sur les sociétés ;
- Suppression des droits de douane appliqués sur les équipements importés.

L'ensemble de ces dispositions permettrait d'accueillir d'avantages d'entreprises sur le marché.

c- La diversification des sources de financement de l'économie

La création d'un marché financier (Bourse) dans un pays pétrolier permettrait, d'un côté, d'améliorer la capacité d'absorption des revenus pétroliers par l'économie nationale et de l'autre côté, de diversifier les sources de financement de l'économie et de financer des investissements à long terme.

2-1-2-Des stratégies de stabilisation macroéconomique

Pour éviter les effets du syndrome hollandais, la politique monétaire adoptée doit avoir comme objectifs la stabilité du taux de change et le contrôle de la masse monétaire (l'inflation). Or, les gouvernements des pays exportateurs du pétrole ne disposent que de politique budgétaire pour atteindre leurs objectifs économiques. Cependant, la politique budgétaire est contrainte par :

- L'instabilité des recettes pétrolière en raison de la fluctuation des prix du pétrole et de la forte dépendance de l'économie envers les recettes d'exportation du pétrole ;
- En plus, cette politique n'est pas flexible en raison du poids des salaires et du service de la dette.

La politique de change est un facteur déterminant, aussi bien, de la stratégie de stabilisation des grandeurs économiques que des stratégies de diversification des exportations, dans la mesure où, elle permet de promouvoir la compétitivité des exportations hors hydrocarbure à travers la manipulation du taux de change. Plusieurs pays exportateurs nets du pétrole ont opté pour la fixation du taux de change au dollar qui leur permet de bénéficier de la dépréciation du dollar qui se traduit par la dépréciation du taux de change réel de leur monnaie nationale et par conséquent, par des effets positifs sur la compétitivité des

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

exportations hors hydrocarbures. Cependant, cette fixation du taux change par rapport au dollar a des effets adverses sur la balance externe. Une grande partie des importations des pays exportateurs du pétrole provient de la zone euro et des pays asiatiques (notamment de la chine) et leurs actifs financiers sont aussi détenus en euro. Dans le cas la fixation du taux de change au dollar (indexation de la monnaie nationale au dollar), la forte dévaluation du dollar entraîne :

- Une perte de pouvoir d'achat pour ces pays ;
- Des pressions inflationnistes.

Un pays pétrolier doit, par ailleurs, mettre en place une politique monétaire qui, d'une part, encourage l'entrepreneuriat (à l'exemple d'octroi des crédits à taux d'intérêt zéro pour financer les projets des jeune entrepreneurs) et toute autre activité créatrice de valeur ajoutée, et d'autre part, lutte contre les pressions inflationnistes.

2-1-3-La stratégie d'exploitation des hydrocarbures

Les pays producteurs du pétrole sont confrontés à des questions différentes sur la stratégie à suivre dans l'exploitation de cette ressource naturelle. En effet, le rythme d'extraction des hydrocarbures est d'une grande importance dans les pays dépendants des revenus pétroliers. Les ressources qui ne sont pas extraites aujourd'hui seront disponibles demain, elles ne disparaîtront pas. D'ailleurs, il pourrait être absurde d'extraire les ressources naturelles aussi vite que possible. Si un pays n'est pas capable de bien utiliser ses fonds, il est peut être préférable de laisser les ressources dans le sol, ce qui accroît leur valeur au fur et à mesure que les ressources deviennent plus rares et que le cours augmente¹⁷.

HOTELLING et HARTWICK démontrent que si on prévoit une hausse du prix du pétrole, l'exploitation du pétrole sera rentable dans le futur. Il est donc plus intéressant de conserver le pétrole dans le gisement. En effet, le fait de retarder les opérations d'extraction du pétrole permet au pays de bénéficier d'une hausse du prix du pétrole ou d'une baisse des coûts d'extraction grâce à des avancées technologiques et par conséquent, de tirer un revenu plus important. De plus, « si les prix du pétrole augmente plus vite que le taux d'intérêt, le

¹⁷ STIGLITZ Joseph, « pour que les ressources naturelles soient une bénédiction ». Ed, open society Institute, 2005, p 14.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

producteur aurait intérêt à retarder l'exploitation du pétrole, car il représente un placement plus attractif que ce qui est offert sur le marché financière ». ¹⁸

Une fois qu'il est extrait du sol et vendu, le pétrole ne peut être remplacé. Seul le réinvestissement ultérieur des fonds en capital tirés de son exportation peut compenser la perte de cette ressource et contribuer à rendre le pays riche indépendant du secteur pétrolier.

2-1-4- La mise en place de Fonds Pétroliers

Les prix mondiaux du pétrole sont soumis à une volatilité très importante qui fournit une motivation pour la création de fonds pétroliers qui permettent d'absorber les fluctuations des dépenses, de contrôler à ce que la structure des dépenses ne donne pas lieu à des problèmes liés au syndrome hollandais et de réduire le comportement de recherche de rente par les agents économiques du pays.

La mise en place d'un fonds pétrolier demeure un des éléments clés de la réussite d'une politique économique qui vise à atténuer les effets du phénomène de syndrome hollandais dans la mesure où, il permet de protéger l'économie d'une demande excessive et d'une appréciation réelle du taux de change ¹⁹.

2-1-4-1- Définition d'un fonds pétroliers

Un fonds pétroliers est une institution publique, séparée du budget, qui reçoit d'une manière régulière et obligatoire, des fonds issus de l'exploitation des ressources épuisables. Ainsi, l'Etat est tenu de respecter les versements à effectuer dans le fonds et dans le cas particulier, il peut même faire appel à des emprunts pour respecter les conditions des versements (l'échéance et montant).

D'une manière générale, un fonds pétrolier est conçu pour pallier l'instabilité et l'incertitude des recettes pétrolières.

¹⁸ AOUN Marie-Claire, « la rente pétrolière et le développement économiques des pays exportateurs ».Thèse de doctorat, soutenue à Paris-Dauphine en 2008, données du FMI, p18.

¹⁹ AOUN Marie-Claire, « la rente pétrolière et le développement économiques des pays exportateurs ».Thèse de doctorat, soutenue à Paris-Dauphine en 2008, données du FMI, p218.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

2-1-4-2-Les types des fonds pétroliers

Principalement, il existe trois types de fonds pétroliers ayant des rôles différents, mais qui servent, avant tout, d'instrument de gestion des revenus tirés de l'exportation des hydrocarbures, il s'agit²⁰ :

- Des fonds de stabilisation ;
- Des fonds d'épargne ;
- Des fonds de redistribution.

a- Les fonds de stabilisation

L'objectif principal de ce type de fonds est de réduire l'impact des fluctuations des prix du pétrole et de la volatilité des revenus pétroliers sur l'économie. En tant que stabilisateur, ce fonds joue son rôle en fonction du niveau des prix du pétrole, ainsi, si le prix du pétrole dépasse un prix de référence²¹ prédéfini par l'Etat, le fonds de stabilisation permettrait d'accumuler des ressources, et s'il est inférieur au prix prédéfini, le fonds devient une source de revenus. La stabilisation des revenus pétroliers permet d'assurer la continuité des programmes d'investissement publics et contribue à réduire l'incertitude ce qui attire les investissements.

b- Les fonds d'épargne

Les fonds d'épargne sont alimentés régulièrement par un certain pourcentage fixe des revenus pétroliers. Autrement dit, il s'agit d'épargner régulièrement un certain pourcentage fixe des revenus pétroliers afin de répondre aux besoins des générations futures et de faire face au déclin de la production dans le futur. Ces revenus épargnés sont souvent réinvestis sous forme d'achat d'actifs financiers sur le marché international des capitaux.

c- Les fonds de redistribution

Un fonds de redistribution permet de redistribuer des revenus pétroliers directement à la population permettant ainsi à la génération actuelle d'en bénéficier.

²⁰AOUN Marie-Claire, « la rente pétrolière et le développement économiques des pays exportateurs ». Thèse de doctorat, soutenue à Paris-Dauphine en 2008, données du FMI, p220.

²¹La valeur de référence du prix pétrole brut est la valeur à partir de laquelle les revenus pétroliers sont déposés dans les fonds pétroliers.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

Tableau N° 01 : Liste des fonds ayant pour origine des ressources pétrolières (en 2014)

gouvernement	Le nom de fonds	Années de création	Valeur des actifs (en juillet 2014 d'après les données disponibles à ce jour ou estimation)	Ressources de financement
Algérie	Fonds des régulations des recettes	2000	70,9 milliards USD	Pétrole
Emirats arabes unis	Emirat investment authority	2007	15 milliards USD	Pétrole
Libye	Liban investment authority	2006	66 milliards USD	Pétrole
Nigéria	Nigéria investment authority	2011	0,98 milliards USD	Pétrole
Dubaï	Investment corporation of Dubaï	2006	160 milliards UDS	Pétrole

Source: Columbia Center on Sustainable Investment

À l'origine, la création d'un fonds souverain permet à un pays exportateur de pétrole d'échapper à la malédiction des ressources naturelles, phénomène bien connu dans les pays exportateurs de pétrole associé au syndrome hollandais et à un fort déficit de gouvernance. Ces fonds publics d'investissement ont d'abord des objectifs macroéconomiques. Ils permettraient au pays exportateur de faire face à la forte volatilité des recettes pétrolières tout en atténuant les effets du syndrome hollandais sur le court terme, et sur le long terme, de constituer des revenus financiers pour les générations futures, notamment lorsque les réserves pétrolières auront été épuisées. Ce fonds contribue aussi à rendre l'utilisation de la rente pétrolière plus transparente.

2-1-4-3- Les objectifs d'un fonds pétrolier

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

L'épargne est un élément important pour les économies dépendantes de l'exportation du pétrole qui est une ressource épuisable. En effet, leur taux d'épargne doit être supérieur à celui des pays qui ne disposent pas de cette ressource car ces économies doivent arbitrer entre le bien être à la génération actuelle et de celle du futur. Principalement, un fonds pétrolier est créé par un pays exportateur du pétrole pour gérer quelques effets négatifs liés à l'expansion du secteur pétrolier dans les pays exportateurs.

a- Réduire les effets adverses des fluctuations des prix du pétrole

En effet, les recettes accumulées dans le fonds durant les périodes de hausse des prix du pétrole seront utilisées en périodes de baisse des prix. De ce fait, le fonds pétrolier permet de mieux gérer les contraintes liées à la volatilité des prix du pétrole et à l'incertitude des revenus pétroliers.

b- Stabiliser les recettes pétrolières

Un fonds pétroliers permet de stériliser une partie de recettes pétrolières en périodes de hausse des prix du pétrole pour se transformer en une source de financement en période de baisse des prix. Les recettes pétrolières représentent la part la plus importante dans les recettes budgétaires des pays pétroliers, de ce fait, le fonds pétrolier permettrait non seulement de stabiliser le niveau des recettes pétrolières mais aussi celui du budget de l'Etat.

c- Répartir les recettes pétrolières entre les différentes générations

Il permet de répartir les recettes pétroliers ente les différentes générations. Parmi les préoccupations principales dans une économie dont les revenus proviennent, en grande partie, de l'exportation du pétrole se trouve celle de « l'équité intergénérationnelle » qui nécessite l'allocation optimale des recettes en prenant en compte le taux de croissance démographique. Les revenus épargnés dans le fonds pétrolier durant les périodes d'exploitation et de production bénéficieront aux générations futures, après l'épuisement du pétrole.

La mise en place d'un fonds pétrolier permet d'éliminer la volatilité et l'incertitude liées à la forte dépendance de l'économie envers le pétrole²². En effet, ces fonds sont conçus essentiellement pour stériliser une partie des revenus pétroliers et la réinjecter ensuite dans

²²JEFFREYJ Davis, OUSSAWSKI Rolando, LAMES Daniel et STEVEN Barnett « les fonds pétroliers ».Revue décembre 2001, p 56.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

l'économie pour des utilisations futures. Ainsi, face à l'incertitude engendrée par la volatilité des prix du pétrole et la forte dépendance des recettes pétrolières, quelques pays exportateurs du pétrole ont mis en place des fonds pétroliers qui permettent de maîtriser les dépenses et d'utiliser de manière efficace les recettes pétrolières.

La politique de développement économique à mener par les exportateurs nets du pétrole doit tenir compte de deux éléments ²³:

- Une répartition optimale des dépenses entre les générations ;
- Un ajustement des dépenses du gouvernement afin de protéger l'économie des variations des recettes pétrolières dues aux variations des prix du pétrole, du volume des exportations et de la production du pétrole.

Ainsi, les gouvernements peuvent investir une part de leurs revenus pétroliers sous forme d'actifs financiers dans des fonds pétroliers qui permettent de générer un rendement auquel il pourrait faire appel pour financer le déficit budgétaire. De plus, les fonds pétroliers sont conçus pour aider les gouvernements à faire face aux problèmes liés à la volatilité des prix du pétrole et à l'incertitude des recettes pétroliers.

2-1-4-4- Les caractéristiques fondamentales d'un fonds pétroliers performant

La majorité des pays exportateurs de pétrole dispose d'un fonds pétrolier, cependant, seuls quelques fonds ont des stratégies d'investissement claires et transparentes. Un fonds pétrolier performant est celui qui permet de :

a- Répondre aux objectifs pour lesquels il est créé

La création d'un fonds pétrolier ne doit se faire que pour répondre aux objectifs suivants :

- Maintenir un contrôle de la politique budgétaire ;
- Eviter les fortes augmentations des dépenses ce qui permettra d'éviter la hausse du taux d'inflation et l'appréciation de la monnaie nationale ;
- Faire face aux effets du syndrome hollandais ;
- Réduire l'instabilité des indicateurs macroéconomiques et protéger l'économie contre les fluctuations régulières des prix du pétrole.

²³AOUN Marie-Claire, « la rente pétrolière et le développement économiques des pays exportateurs ».Thèse de doctorat, soutenue à Paris-Dauphine en 2008, données du FMI, p218.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

Ainsi, un fonds pétrolier efficace est celui qui jouerait le rôle aussi bien de stabilisation économique que d'instrument de politique budgétaire. De ce fait, un tel fonds contribuerait à réduire la corrélation entre les revenus pétroliers et les dépenses publiques et par conséquent, à limiter la vulnérabilité de l'économie vis-à-vis des fluctuations des prix du pétrole.

b-Répondre au critère de la transparence dans la gestion

La transparence dans la gestion d'un fonds pétrolier est un signe d'efficacité et de performance du fonds qui peuvent être prouvées par une simple analyse des informations publiées régulièrement par le fonds sur ses opérations financières²⁴. Cependant, certains pays préfèrent ne pas publier des informations ni sur la stratégie d'investissement ni sur les opérations financières du fonds et le montant de ces actifs financiers, et ce, afin de ne pas renforcer les pressions de la population pour accroître les dépenses. La non transparence dans la gestion du fonds pétrolier peut fausser l'analyse de l'équilibre budgétaire et de la solvabilité du pays.

La mise en place d'un fonds pétrolier ne doit pas être considérée comme une alternative aux politiques de diversification de secteurs d'activité économique dans les efforts effectués par l'Etat dans le but d'améliorer la capacité d'absorption des revenus pétroliers par l'économie. Autrement dit, un pays qui investit les recettes pétrolières dans des projets d'investissements productifs qui couvrent toutes les branches d'activités économiques (absorption par investissement) n'aura pas besoin de créer un fonds pétrolier (absorption par l'épargne) afin de maintenir la stabilité macroéconomique et de corriger les dysfonctionnements de la politique économique.

Les politiques économiques n'ont pas permis de réaliser les résultats escomptés en raison des déficits de gouvernance : Généralisation de la corruption et absence de démocratie, comportements de recherche de rente pétrolière et apparition de conflits pour l'appropriation des ressources au sein des pays producteurs entre les gouvernements, les compagnies nationales et les compagnies internationales. De ce fait, l'ensemble des mesures économiques

²⁴AOUN Marie-Claire, « la rente pétrolière et le développement économiques des pays exportateurs ».Thèse de doctorat, soutenue à Paris-Dauphine en 2008, données du FMI, p233.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

doivent, nécessairement, être accompagnées d'une structure institutionnelle compétente et d'un cadre de gouvernance solide.

2-2- Les stratégies d'ordre institutionnel

2-2-1- L'amélioration de la gouvernance

Dans ce cas, il s'agira d'améliorer la gouvernance des revenus pétroliers afin d'apporter des solutions aux détériorations et à la corruption à travers :

- L'amélioration des mécanismes de gestion des recettes pétrolières ;
- La promotion de la transparence dans l'industrie pétrolière.

L'efficacité des structures institutionnelles est un facteur déterminant dans les stratégies de lutte contre les effets négatifs de la dépendance d'une économie vis-à-vis des revenus pétroliers, celle-ci s'appuie sur l'amélioration de la gouvernance. Il existe deux facteurs qui permettent de contribuer à une meilleure gouvernance de la rente pétrolière :

- Une gestion responsable des recettes pétrolières ;
- Une intégration du public dans les processus décisionnels.

2-2-2- Amélioration de la transparence

La transparence consiste dans la publication de toutes les informations sur la manière dont le gouvernement entretient des rapports avec les acteurs du secteur pétrolier à l'exemple : Des contrats signés, des montants reçus par le gouvernement, la qualité de pétrole produite et les utilisations des fonds pétroliers.

De ce fait, la transparence permet de restreindre les opportunités de corruption en rendant publiques toutes les informations de l'industrie pétrolière, de l'amont jusqu'à l'aval.

En effet, la publication des revenus pétroliers permet aux agents économiques de faire pression sur l'Etat pour que les dépenses publiques soient dirigées vers les secteurs prioritaires. Ainsi, la transparence contribue à accroître la responsabilisation et à affecter les ressources à des fins d'amélioration de la situation économique et sociale du pays, comme elle permet aux citoyens de participer à la gestion de la rente pétrolière.

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

Par ailleurs, dans le cadre des nouvelles normes comptables internationales, le Parlement Européen avait proposé la mise en place d'une norme comptable adoptée qui permettrait d'obliger les compagnies pétrolières à publier l'information financière sur l'ensemble des versements effectués aux gouvernements et de rendre, ainsi, cette publication obligatoire, régulière et accessible au public. Cette initiative internationale vers la transparence a permis d'atteindre les objectifs d'amélioration de la transparence de la gestion de la rente pétrolière via la divulgation des informations et l'adoption de mesures anti-corruption.

Cependant, la performance de transparence varie selon les compagnies et les pays dans lesquels elles opèrent. Certaines compagnies ne publient pas des informations sur les paiements aux gouvernements en raison des clauses de confidentialité stipulées dans les contrats régissant leurs activités pétrolières dans le pays. Ainsi, les avancées en matière de transparence se heurtent à des obstacles politiques et géopolitiques du marché pétrolier.

La réduction de l'opacité de l'industrie pétrolière, qui caractérise notamment les contrats d'investissement et les concessions, nécessite l'engagement de tous les acteurs : gouvernements des pays producteurs, entreprises pétrolières, organisations internationales et société civile.

Conclusion

Depuis le début de l'exploitation pétrolière, Nigeria, Gabon, Angola et Venezuela, et beaucoup d'autres pays en développement riche en ressource naturelle n'ont pas réussi leur politique de diversification et sont restés totalement dépendants de l'industrie pétrolière. La situation de ces pays est aggravée par des problèmes de corruption et d'utilisation de la rente pour des fins politiques. Par contre, Indonésie, Malaisie, Chili et Emirats Arabes Unis ont réussi à échapper à la malédiction pétrolière par la diversification du tissu économique et la mise en place de fonds pétroliers qui sont les éléments clés pour aboutir au développement et à la croissance économique.

Cependant, une ressource naturelle ne peut pas être en elle-même, une malédiction pour les pays qui en disposent, c'est plutôt, la politique de gestion de cette ressource et des recettes tirées de son exploitation qui déterminerait le type d'influence (positif ou négatif)

Chapitre 2 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière

qu'exercera celle-ci sur l'ensemble des indicateurs de l'économie au niveau interne et au niveau externe.

Ainsi, « la rente en soi n'est ni une malédiction, ni une bénédiction pour l'économie d'un pays. Son impact varie selon les formes institutionnelles régulatrices dudit pays qui peut l'utiliser pour investir dans la formation de capital et adopter des comportements autres que prédateurs ».

Chapitre 03

L'Algérie face au syndrome hollandais

Introduction

Le mal hollandais est un concept utilisé dans la littérature économique, pour faire référence à la situation paradoxale ou un afflux massif de devise étrangère dans un pays permise par une appréciation réelle de la monnaie nationale quel qu'en soit la cause ; ne lui permet pas d'entrer dans une phase de croissance et de développement de son économie. La question qui se pose ; est-ce que cette théorie est envisageable pour le cas de l'Algérie ?

Section01 : L'économie algérienne et quelques statistiques du secteur réel

Il s'agit dans cette section de présenter l'économie algérienne de l'indépendance jusqu'à nous jours, et quelques statistiques qui caractérisent l'économie algérienne en général.

1-1- Les caractéristiques de l'économie algérienne

1-1-1- Evolution de commerce extérieur

a- Evolution des exportations

Dans la structure des exportations algériennes, les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel des ventes à l'étranger durant le premier trimestre 2014 avec une part de 95,59% du volume global des exportations, et une baisse de 6,8% par rapport à la même période 2013. Quant aux exportations « hors hydrocarbures », elles demeurent toujours marginales, avec seulement 4,41% du volume global des exportations soit une valeur de 725 millions de dollars US. Elles ont enregistré une hausse de 15,26% par rapport au premier trimestre 2013. Les principaux produits hors hydrocarbures exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produits » qui représentent une part de 3,65% du volume global des exportations soit l'équivalent de 600 millions de dollars US. Le groupe « biens alimentaires » vient en seconde position avec une part de 0,57% soit 94 millions de dollars US suivi par le groupe « produits bruts » avec la part de 0,16% soit en valeur absolue 26 millions de dollars US, et enfin les groupes « biens de consommations non alimentaires » et « biens d'équipement industriels » avec les parts respectives de 0,02% et 0,01% (voir tableau N° 02).

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Tableau N°02 : Exportations par groupes de produit en Algérie en milliards de dinars

Exportation	2013		2014		Evolution %
	Dinars	Structure (%)	Dinars	Structure (%)	
Alimentation	11287	0,82	7313	0,57	-34,72
Energie et Lubrifiants	1317174	96,40	1223210	95,59	-6,81
Produits Bruts	2519	0,18	2013	0,16	-18,75
Demi-produits	34340	2,51	46716	3,65	36,67
Biens d'Equipements Agricoles	5	-	9	-	-
Biens d'Equipements Industriels	620	0,05	135	0,01	-75,00
Biens de Consommation (non-alimentaires)	447	0,03	222	0,02	-50,00
Total	1366392	100	1279618	100	-6,02

Source : Réalisation personnelle à base des statistiques de l'ONS

b- Evolution des importations

La répartition des importations par groupes de produit en Algérie fait ressortir trois catégories de produits ou de biens importés en 2014 :

- Des biens alimentaires avec 19,83% du total des importations;
- Des produits destinés au fonctionnement de l'outil de production avec 30,33% ;
- Des biens d'équipements avec 31,58% ;
- Des biens de consommation non alimentaire avec 18,26%.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Tableau N°03: Importations par groupes de produits en Algérie en millions de dollars

Groupes de Produits	2013		2014		Evolution (%)
	Valeurs	Struc %	Valeurs	Struc %	
Biens Alimentaires	2415	17,1	2743	19,83	13,58
Biens Destines a l'outil de production	4918	34,83	4195	30,33	-14,70
Biens D'équipements	4092	28,98	4368	31,58	6,74
Biens de Consommation non Alimentaires	2694	19,08	2526	18,26	-6,24
TOTAL	14119	100	13832	100	-2,3

Source : Réalisation personnelle à base des statistiques de l'ONS.

1-1-2- Evolution des politiques conjoncturelles en Algérie

D'un point de vue analytique, la réponse de la politique économique à un choc pétrolier dépend de la durée de ce dernier. Si le choc est de courte durée, les effets prix par définition transitoires, les politiques conjoncturelles peuvent contribuer à stabiliser la production nationale. Si en revanche le choc est permanent, les politiques conjoncturelles deviennent inefficaces, les politiques structurelles entrent en jeu pour améliorer la réallocation des ressources et les orienter vers les secteurs hors hydrocarbures pour éviter le phénomène de désindustrialisation.

Aussi la manifestation d'un mal hollandais dépend de l'utilisation des ressources naturelles. Le mode d'utilisation de ces ressources dépend de la politique économique poursuivie. Il apparaît alors comme nécessaire de présenter brièvement l'évolution des politiques conjoncturelles en Algérie et définir la réponse de la politique économique face à un choc pétrolier.

1-1-3- Evolution de la politique budgétaire

Il y'a un manque de visibilité dans la politique budgétaire menée par l'Etat algérien. Une chose est sûre, est que les recettes budgétaires sont faites de la fiscalité notamment la fiscalité pétrolière car les revenus générés de l'exploitation des ressources naturelles reviennent à l'Etat via la fiscalité pétrolière. Elle représente ainsi naturellement une ressource indispensable au financement des projets de l'Etat.

Ces dernières années, des changements commencent à être opérés. Cependant, l'Etat a tendance à investir dans des dépenses d'infrastructures à savoir la réalisation de routes, la

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

construction de bâtiments et de locaux. Il investit également dans l'aide à la création de petites et moyennes entreprises alors que le mieux est de lancer une aide à l'industrialisation qui est réellement créatrice d'emplois. Aussi, l'Etat poursuit une politique de désendettement ce qui est une bonne chose et permet une reprise de contrôle dans la gestion de l'économie.

1-1-4- Evolution de la politique monétaire

La politique monétaire menée par la banque d'Algérie suit l'évolution suivante :

- **De 1960 à 1970**

Cette période coïncide avec la nationalisation du système bancaire. Elle est caractérisée par une faible demande de crédits bancaires en l'absence de projets d'investissement. La régulation monétaire n'était pas donc un problème. D'ailleurs, les instruments de la politique monétaire étaient pratiquement inopérants.

- **De 1971 à 1985**

La politique monétaire durant cette période s'est inscrite dans le cadre d'une politique économique centralisée. Il n'y avait pas une véritable politique monétaire, « la monnaie était endogène au sens où la monnaie était déterminée en dehors des instruments et des moyens de la banque centrale »¹.

- **De 1985 à 1995**

Après le contre choc pétrolier de 1986 qui a révélé les dysfonctionnements du modèle économique adopté, des réformes ont été amorcées pour rompre avec le mode de financement générateur d'inflation et fonder un mode de financement par l'épargne.

La période allant de 1986 à 1995 est caractérisée par une politique monétaire restrictive (hausse du taux d'intérêt nominaux et du taux de réescompte) justement pour réduire la masse monétaire génératrice d'inflation et dans le but d'encourager l'épargne.

Ces mesures prises par la banque d'Algérie n'ont pas donné de résultat significatif. Les vraies mesures de refonte du système n'ont commencé qu'à partir de 1990.

¹DJOUDI Karim, « évolution du système financier ». Algérie entreprise, N° 3, avril 2002, p13.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

- **De 1995 jusqu'à aujourd'hui**

A partir de 1995 la banque d'Algérie adopte une politique monétaire expansive. Dans le but cette fois d'encourager l'investissement voir l'industrialisation.

L'évolution de la masse monétaire traduit la politique monétaire poursuivie par la banque d'Algérie, soit une politique qui s'adapte aux impératifs de financement de 1970 à 1985, suivie d'une restriction en matière monétaire de 1986 à 1995. A partir de 1995 vient la période d'expansion monétaire.

L'épargne brute évolue au même rythme que l'expansion monétaire. Effectivement les mesures prises de 1986 à 1995 n'ont pas eu un réel impact sur l'épargne et paradoxalement la politique expansive menée à partir de 1995 a conduit à un encouragement de l'épargne.

1-1-5- Evolution de la politique de change

Le lendemain de l'Indépendance, l'Algérie faisait encore partie de la zone franc ce qui ne permettait pas d'avoir une gestion autonome de la politique de change par les autorités monétaire. En 1964, des changements commencent à intervenir, en l'occurrence la restitution du dinar en tant que monnaie nationale dans les échanges commerciaux internationaux. Il était défini à parité fixe par rapport au franc français et sa valeur par rapport aux autres monnaies était définie en référence à cette parité dans le cadre du système de breton Woods. Ce changement ne permettait pas non plus une gestion autonome de la politique de change dans la mesure où la valeur du dinar était dépendante de celle de franc français.

Avec l'effondrement du système de Breton Woods, et les conséquences auxquelles il a donné lieu à savoir le flottement généralisé des monnaies et la démonétisation de l'or, l'Algérie a été menée à revoir sa politique de change dès 1973. Cette fois, toujours dans le cadre d'un régime de change fixe, mais dont la parité est indexée à un panier de monnaie.

La politique de change de 1973 à 1986 était beaucoup plus une politique de change passive. Cette période est caractérisée par une forte inflation dans le pays et des réserves de changes utilisées dans un but de création monétaire au profit de financement de déficit public de l'Etat algérien, ce qui a été défavorable à l'économie de pays. Aussi suite au contre choc pétrolier de 1986, l'Algérie a subi des pertes sur ses recettes d'exportations ; le maintien du cours du dinar n'était plus possible car la valeur réelle de la monnaie nationale était

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

surévaluée. Il est apparu nécessaire d'encourager les importations, d'où l'ajustement du taux de change par des dévaluations rampantes du dinar algérien, suivie par une première dévaluation officielle en 1990 et une deuxième en 1994. Cette politique n'ayant pas donné les résultats escomptés, la définition d'un nouveau régime de change était nécessaire dès 1994. D'ailleurs c'est le passage d'un régime de change fixe à un flottement administré de la monnaie nationale.

1-2- Les statistiques du secteur réel

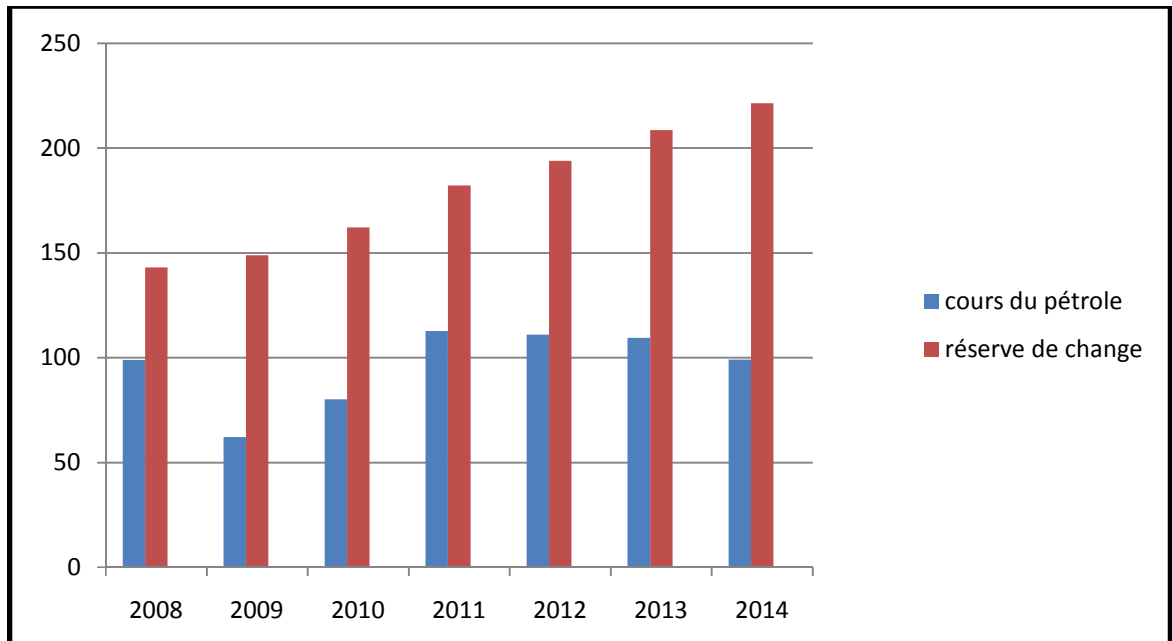
Tableau N°04 : La position extérieure en milliards de dollars

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Solde de la balance des paiements	35,7	3,9	15,3	20,1	18,2	16,4	13,2
Réserve de change	143,1	148,9	162,2	182,2	193,9	208,6	221,5
Fonds de régulation des recettes	38,9	43,1	40,2	37,2	35,8	34,7	33,3
Dette extérieure brute	6	5,7	5,7	4,4	3,9	3,5	3,1
Cours du pétrole	99	62,2	80,2	112,9	111,0	109,5	99,1

Source : réalisation personnelle à base des données du FMI.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

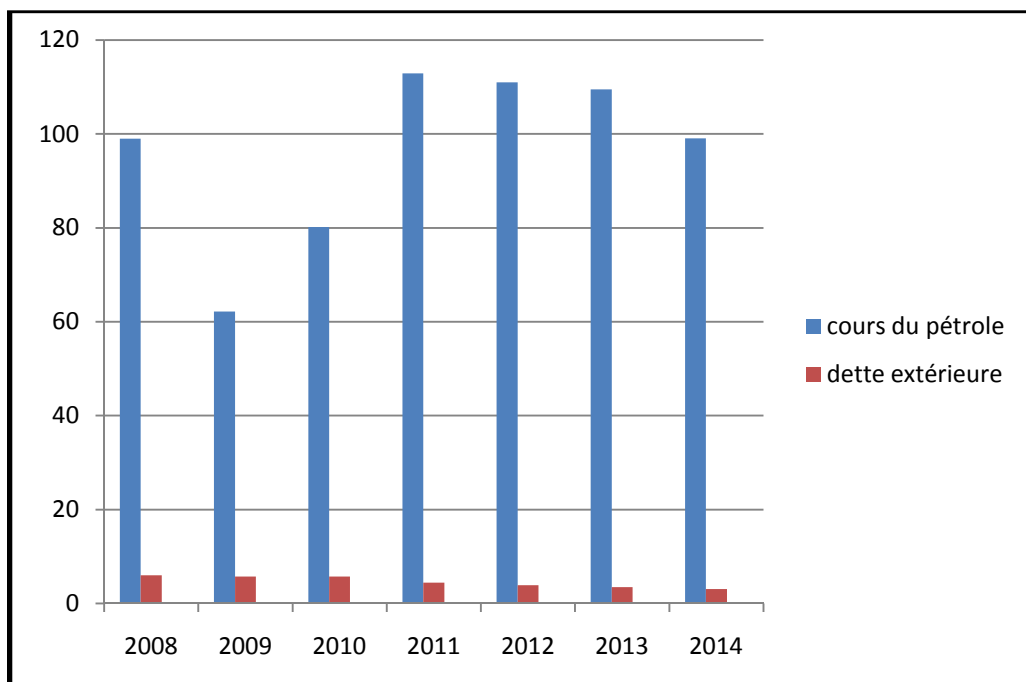
Figure N° 03: Evolution des réserves de change en milliards de dollars



Source : Réalisation personnelle à base des données du FMI.

La montée des cours du pétrole a permis à l'Algérie d'accumuler d'importantes réserves de change et de rembourser une grande partie de sa dette extérieure.

Figure N° 04 : La dette extérieure brute en milliards de dollars

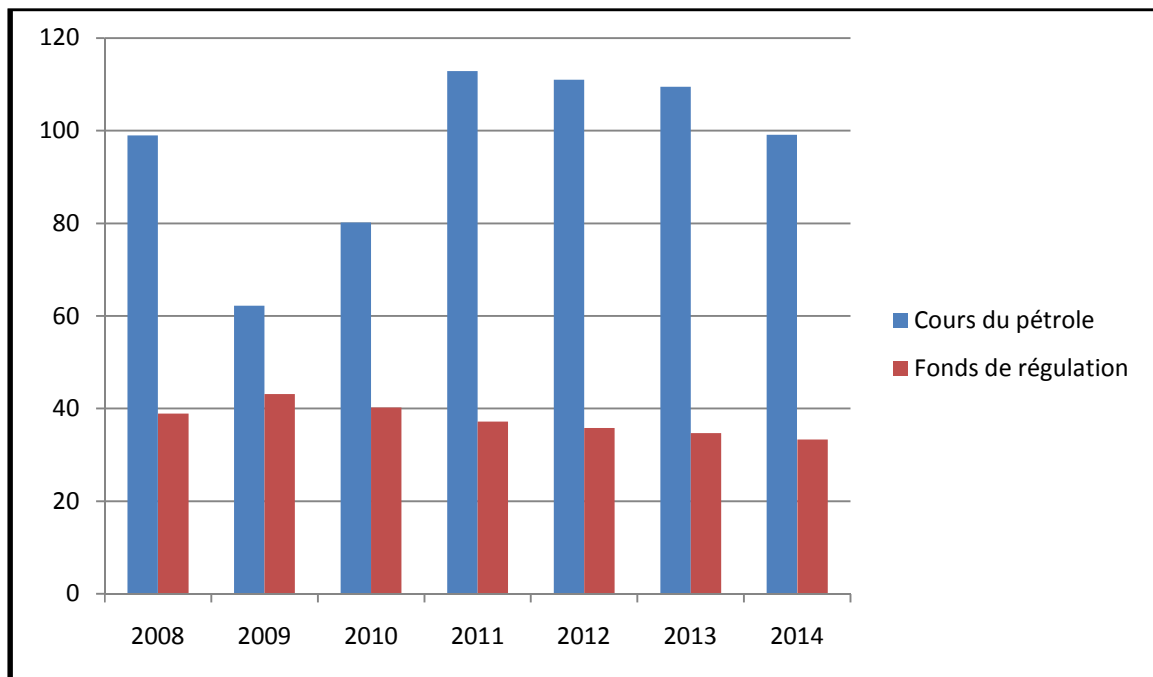


Source : Réalisation personnelle à base des données du FMI.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Les réserves de change constituées grâce aux recettes d'hydrocarbures ont servi en partie au règlement de la dette extérieure. Les recettes d'hydrocarbures peuvent conduire à un mal hollandais. Cependant ces recettes ne représentent pas forcément une malédiction si elles sont bien utilisées.

Figure N° 05 : Fonds de régulations des recettes en milliards de dollars



Source : Réalisation personnelle à base des données du FMI.

Créé en 2000, le fonds de régulation des recettes (FRR) est alimenté par les différences entre le prix du pétrole vendu sur le marché et le prix de référence (37 dollars le baril) retenu par la loi de finances. Or l'augmentation de prix du pétrole induit une augmentation de fonds de régulation des recettes.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Tableau N°05: Situation monétaire en milliards de dinars

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs Extérieurs(AE)	10886	11997	13922,4	14939,9	15032,8
Crédits intérieurs (CI)	-402,4	-242,8	319,9	955,1	1190,7
Masse Monétaire	7178,7	8162,8	9929,2	11013,4	11364,7

Source : Réalisation personnelle à base des données de la banque d'Algérie.

Ce sont principalement les avoirs extérieurs qui alimentent la masse monétaire. L'accroissement de la masse monétaire est dû à la monétisation des avoirs extérieurs, dont une grande partie des avoirs extérieurs, est tirée des exportations des hydrocarbures et qui est versée au trésor sous forme de fiscalité pétrolière.

Tableau N°06 : Les variables causant un afflux massif de devise étrangère (DE) en milliards de dollars

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Exportation Hydrocarbure	23,99	31,55	45,99	53,61	59,61	77,19	44,41	56,12	71,66	70,58	63,32
Aide Etrangère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement Directs Etrangère	0,62	0,62	1,06	1,76	1,37	2,28	2,54	3,47	2,04	1,5	1,7

Source : Les statistiques de la banque d'Algérie.

L'économie algérienne est essentiellement basée sur les recettes des exportations en hydrocarbures. Par contre l'aide étrangère et l'investissement direct étranger apparaissent comme étant négligeables.

En Algérie la manifestation d'un mal hollandais ne peut être due qu'à un boom des exportations d'hydrocarbures.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Tableau N° 07: Les termes de l'échange marchand (TEM)

Année	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Indice Des prix a L'importation	154,0	164,9	171,8	187,0	214,2	208,9	211,4	261,0
Indice des prix a L'exportation	447,8	624,2	748,4	801,5	1001,9	721,8	966,4	1259,1
Terme de L'échange Marchand	2,9	3,8	4,4	4,3	4,7	3,5	4,6	4,8

Source : Statistique de l'ONS.

L'évolution de TEM ne permet pas d'écarter l'hypothèse de mal hollandais. L'Algérie étant membre de l'OPEP : la totalité de ces exportations sont des hydrocarbures et qui peuvent conduire à un mal hollandais.

Tableau N° 08 : Le taux de chômage en Algérie

Année	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de chômage	10,2	10,0	10,0	11,0	9,8	10,8
Cours du pétrole (USD)	62,2	80,2	112,9	111,0	109,5	99,1

Source : Réalisation personnelle à base des données de la banque d'Algérie

Après avoir connu une stagnation autour de 10 % de 2009 à 2011, le taux de chômage en 2014 a enregistré une hausse de 1 point par rapport à 2013. D'autant plus le gouvernement n'a décidé de geler le recrutement dans la fonction publique à cause de la chute des prix du pétrole.

Les statistiques présentées ne permettent pas de confirmer la manifestation du mal hollandais sur l'économie algérien. Plusieurs auteurs ont testé la possible application de ce phénomène, ce que nous aborderons dans la prochaine section

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Section 02 : Analyse d'éventuelle manifestation du mal hollandais en Algérie

L'économie algérienne se reconnaît-elle dans « le syndrome hollandais » ? A cette question, que nombre d'auteurs se sont posés, de manière récurrente pour certains, la réponse n'est cependant pas simple. La raison, comme nous le verrons, en est que, « morphologiquement », l'économie algérienne présente tous les symptômes du syndrome, mais pas ses mécanismes.

Nous avons jugé utile d'introduire ce bref aperçu sur la situation du secteur industriel.

2-1- Le déclin de l'industrie

Le déclin du secteur industriel manufacturier est le phénomène qui caractérise le mieux la trajectoire économique du pays durant les deux dernières décennies. Source de croissance à long terme, le secteur manufacturier a vu sa contribution relative au PIB décroître, de 15% en 1990, la part du PIB total est passée à moins de 10% depuis 1997, pour atteindre en 2004 moins de 06%².

Depuis 1990, ce secteur est donc sur une dynamique récessive, notamment dans le secteur public qui, en dépit des mesures d'assainissement dont il n'a cessé de bénéficier, n'a pas pu contenir cette descente aux abîmes. Le calme financier des années 2000 ne semble pas avoir eu des effets sur cette dynamique régressive puisque ce secteur continue à enregistrer des taux de croissance négatifs.

Tableau N° 09: Croissance hors hydrocarbures en %

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Croissance hors hydrocarbures	5	6	6	6,2	4,7	5,3	6,3	6,1	9	6,2	5,2
l'industrie manufacturière publique	-1	-1	3,5	-1,3	-4,5	-2,2	-6,5	1,9	1,6	-5,6	-1,2

Source : Les statistiques de la Banque d' Algérie

² BELLAL Samir, « Dutch disease et désindustrialisation en Algérie une approche critique ». Manuscrit auteur, publié dans revue du chercheur, université de Guelma, 2013, p 05.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Le secteur industriel est loin de constituer un moteur de croissance. Celle-ci demeure très dépendante des performances du secteur des hydrocarbures et de celle des services, 50% de la croissance enregistrée en 2005 était l'œuvre du secteur des hydrocarbures, 35% des services, 12% de l'agriculture et seulement 2,5% était générée par l'industrie manufacturière³.

L'évolution de l'indice de la production industrielle montre qu'en 2008, la production des industries manufacturières ne représente qu'un peu plus de la moitié de celle de 1989. Durant l'année 2006, l'industrie hors hydrocarbures a produit, en termes constants, pratiquement la même valeur que celle produite en 1983.

Le déclin du secteur public s'exprime aussi à travers la baisse de sa contribution en termes d'emploi. En 2007, les entreprises publiques industrielles et commerciales ne représentent que 30% de l'emploi total.

2-2- Symptômes du syndrome hollandais en Algérie

En plus du déclin du secteur industriel, principal symptôme de la maladie hollandaise, pour Y. Benabdellah (2006), l'économie algérienne présente, ces dernières années, une configuration sectorielle de plus en plus conforme à celle qui est décrite par la théorie du Dutch disease⁴.

En effet, cette configuration est marquée par :

- Une croissance vigoureuse du secteur minier (hydrocarbures) ; celui-ci ayant mobilisé des investissements de l'ordre de 21 milliards de \$ entre 2000 et 2005, de 32 milliards de \$ entre 2005 et 2009 ;
- Une croissance appréciable dans le secteur des biens « non échangeables », notamment dans le BTP et les services marchands ;
- Un déclin du secteur industriel (secteur des biens échangeables), notamment public.

Selon Benabdellah, la libéralisation des prix, l'ouverture du commerce extérieur et la convertibilité courante du dinar ont contribué conjointement à faire émerger une configuration qui tend, sans toutefois les atteindre, vers les hypothèses du modèle du Dutch disease.

³ BELAL Samir, « Dutch disease et désindustrialisation en Algérie une approche critique ». Manuscrit auteur, publié dans revue du chercheur, université de Guelma, 2013, p 06.

⁴ BELAL Samir, « Dutch disease et désindustrialisation en Algérie une approche critique ». Manuscrit auteur, publié dans revue du chercheur, université de Guelma, 2013, p 06.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

D'où la question, légitime, de savoir si l'émergence d'une telle configuration est le signe que le syndrome a opéré. Autrement dit, il s'agit, en l'occurrence, de savoir si le boom pétrolier survenu depuis 1999 n'a pas induit d'effet de Dutch disease dans le cas de l'Algérie. A ce stade de l'analyse, il nous semble opportun de faire passer la réponse à la question par l'examen de l'évolution du taux de change effectif réel (TCER), seul canal d'action du Dutch disease.

Selon des statistiques émanant du FMI (voir tableau N° 11), il semble que l'on ne puisse, manifestement, parler de Dutch disease puisque le taux de change effectif réel a suivi, durant cette période de boom, une tendance à la baisse alors même que les termes de l'échange n'ont cessé de croître.

Tableau N° 10: Evolution comparée du TCER et des termes de l'échange en Algérie (base 100 en 1999)

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
TCER	100	99	99	90	80	80	78	77
TEM.	100	175	160	150	170	178	240	260

Source : les statistiques FMI.

Selon les données du tableau N°11, entre 1999 et 2006, le TCER s'est déprécié d'environ 20 % alors que les termes de l'échange ont augmenté. Il n'y a donc, à l'évidence, pas de relation entre l'évolution des termes de l'échange et celle du taux de change réel⁵.

Une telle situation (paradoxale) s'explique par le fait que le TCER ne constitue pas, dans la pratique, un élément déterminant la politique de change. Cette dernière se traduit, par ailleurs, par une accumulation sans précédent des avoirs extérieurs bruts (réserves de change) à la Banque centrale.

S'il en est donc ainsi, c'est parce qu'un facteur d'ordre institutionnel, en l'occurrence la politique de change, a agi pour contrecarrer le scénario auquel nous aurions certainement assisté si l'on était en présence d'une situation où la détermination du taux de change était laissée au libre jeu des forces du marché. Ceci nous amène à considérer la dimension

⁵ Cela est dû au fait que la banque d'Algérie réprime systématiquement le surplus de devises par des mesures de stérilisation afin de couper le canal de transmission entre l'offre de monnaie et le taux de change.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

institutionnelle du problème de la désindustrialisation à laquelle nous assistons dans la majeure partie des pays à régime rentier en général et en Algérie en particulier.

Un tel constat statistique nous dispense par ailleurs de trop nous attarder sur la question de savoir si le boom des années 2000 a un quelconque effet sur le secteur manufacturier (dont on sait que la productivité est pour le moins médiocre), en empêchant que les sources d'accumulation à long terme n'y apparaissent : l'examen de la structure sectorielle de la croissance a montré en effet que celle-ci est essentiellement l'œuvre du secteur en boom.

De ce point de vue, la théorie de la régulation, à laquelle nous nous référerons dans la suite pour identifier les institutions fondamentales du régime rentier d'accumulation, offre une grille de lecture plus intéressante. D'abord parce qu'elle permet de fournir des éléments d'explication pertinents sur la trajectoire prise par l'histoire de l'industrialisation en Algérie, des débuts jusqu'à nos jours ; ensuite parce que, par rapport à la théorie dominante du Dutch disease, l'approche par la régulation présente l'avantage d'avoir une portée plus générale. Il est aisé de remarquer en effet que le phénomène du syndrome hollandais correspond en fait à une configuration particulière de la combinaison institutionnelle d'ensemble, particularité qui se lit notamment au niveau du mode d'insertion internationale (à travers notamment le degré d'ouverture et le régime des changes).

Concernant le premier aspect, il semble bien que seul le facteur institutionnel est à même d'expliquer la trajectoire prise par l'industrialisation durant les années 70⁶. L'industrie a connu, durant cette phase qu'ils nomment de « volontariste-étatiste » en référence à la configuration institutionnelle d'ensemble marquée par la prédominance de la volonté « subjective » de l'Etat dans la conduite du processus d'accumulation, une formidable croissance, qui, du point de vue de la théorie du Dutch disease, semblerait paradoxale lorsque l'on sait que c'est le boom du secteur des hydrocarbures qui a rendu cela possible. L'industrialisation du pays, entendue ici dans son sens morphologique, fut entreprise dans un contexte très éloigné des hypothèses du modèle du Dutch disease puisque, comme le souligne à juste titre Y. Benabdellah (2005), la distinction habituellement opérée entre biens échangeables et non échangeables et sur laquelle est bâtie toute la structure du modèle, n'a aucune signification dans une économie où l'Etat détient le monopole absolu sur l'activité intérieure et sur le commerce extérieur.

⁶ BELAL Samir, « Dutch disease et désindustrialisation en Algérie une approche critique » Manuscrit auteur, publié dans revue du chercheur, université de Guelma, 2013, p08.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Quant au second aspect, à savoir la portée plus générale de l'approche en termes de régulation, il est clair que le caractère spécifique de la configuration institutionnelle à laquelle renvoie implicitement le modèle du Dutch disease, à savoir une petite économie ouverte, non contrôlée, insérée, par l'industrie, dans la DIT..., ne permet pas d'envisager, dans le cadre du modèle, des situations différentes, dont les configurations peuvent être multiples. En identifiant clairement un ensemble de formes institutionnelles à partir desquelles une typologie des situations concrètes peut être construite, l'approche en termes de régulation offre une grille de lecture qui permet d'intégrer la diversité des situations dans l'explication du phénomène de la désindustrialisation, observé dans les pays à régime d'accumulation de type rentier.

Ainsi, la désindustrialisation ne saurait être réduite à un phénomène dont l'origine est l'appréciation du taux de change effectif réel. Par-delà les aspects liés au déroulement séquentiel du Dutch disease et aux mécanismes de transmission entre booms de ressources pétrolières et mauvaises performances du secteur manufacturier, il convient de souligner que la théorie du Dutch disease, qui continue encore de nos jours de servir de thèse dominante pour appréhender la question de l'industrialisation, et partant, de l'accumulation, dans les pays rentiers, pêche, tout comme la théorie de l'équilibre général, par le fait qu'elle évacue totalement le rôle des institutions.

Il y a lieu de remarquer à cet égard que, bien que d'obédience néo-classique, la théorie du Dutch disease n'en préconise pas moins une stérilisation, mesure qui nécessite une intervention de l'Etat, d'une partie des ressources du boom pour endiguer la menace de la désindustrialisation.

De ce point de vue, il semble manifestement que les nouvelles configurations institutionnelles qui se sont mises en place en Algérie ces dernières années se caractérisent par une incohérence dans la mesure où, au moment où certaines d'entre elles tendent effectivement à contenir le phénomène décrit par le modèle (manipulation du taux de change nominal de manière à stabiliser le TCER, placement à l'étranger d'une partie des surplus pétroliers), d'autres, au contraire, tendent à le libérer (ouverture extérieure, démantèlement tarifaire, ...).

L'expérience montre que le Dutch disease n'est pas une fatalité, les avantages comparatifs liés aux ressources naturelles ne bloquent pas la construction d'autres avantages

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

comparatifs (Benabdellah, 2006). Beaucoup parmi les pays agro-industriels ont su, à partir de ressources de l'agriculture, installer une industrie manufacturière compétitive, d'autres pays ont su, à partir de ressources minières, enclencher un mouvement de diversification de leurs exportations (Iran, Indonésie). Que les expériences se traduisent par un échec cuisant dans la majeure partie des cas ou par un succès, moins fréquent il est vrai, dans d'autres cas, les études empiriques (Eifert B., A. Gelb et N.B. Tallroth, 2003) tendent de plus en plus aujourd'hui à souligner le rôle majeur que jouent les médiations institutionnelles pour expliquer la diversité des trajectoires nationales dans la mobilisation des ressources minières à des fins de développement économique. Ces études montrent que la rente externe n'est ni une malédiction, ni une bénédiction pour le pays qui en bénéficie. Tout dépend en fait de la nature et du contenu des arrangements institutionnels qui encadrent sa mobilisation⁷.

D'une manière générale, il est aujourd'hui admis qu'un processus de régulation a la vocation de contrer le phénomène du syndrome hollandais (Sid Ahmed, 1991). Un tel processus, conditionné par l'existence d'une volonté politique d'œuvrer pour l'instauration d'une économie productive compétitive, doit conduire l'Etat à engager un ensemble de dépenses génératrices d'externalités positives pour l'ensemble de l'économie. Il s'agit des dépenses d'éducation, de formation, de santé, de recherche et développement, ainsi que des dépenses d'infrastructures dans les industries dites de réseaux (électricité, eau, télécommunications, transports) génératrices d'effets positifs pour l'économie dans son ensemble. De telles dépenses sont de nature à augmenter la compétitivité de l'économie nationale, contrebalançant ainsi un des effets négatifs du Dutch disease, à savoir la baisse de la compétitivité de l'industrie manufacturière locale.

Dans le contexte qui est celui de l'économie algérienne où les sources de la croissance ne sont pas encore présentes dans le secteur manufacturier, l'impact négatif de la rente pétrolière sur la croissance à long terme réside justement dans le fait qu'elle empêche que ces sources de croissance n'apparaissent, notamment dans le secteur industriel. Le rôle de l'Etat, dans ces conditions, est de veiller à ce que l'allocation des ressources profite davantage aux secteurs productifs, et plus particulièrement le secteur manufacturier.

⁷ BOUCHETA Yahia. « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien ». Thèse de doctorat Es-sciences en Sciences université ABOU-BAKR BELKAÏD Tlemcen, 2014, p145.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

L'Algérie est un pays riche en hydrocarbures, son domaine minier est encore largement sous-exploité. De plus l'Algérie est dotée d'importantes infrastructures et de grandes capacités de production.

Depuis plusieurs années, le poids des recettes des hydrocarbures, dans l'ensemble des recettes budgétaires ne cessent de croître parallèlement à celui des prix d'exportation des hydrocarbures au cours des années 1989 à 2003. Les recettes budgétaires des hydrocarbures sont représentées en moyenne par deux tiers des recettes totale. La fiscalité pétrolière demeure dominante pour le budget de l'Etat et dépasse les 60%. Elle vient renforcer le critère de l'économie. Cependant, la forte dépendance de l'économie algérienne des recettes des exportations de pétrole a fait ressortir trois conséquences négatives qui ont caractérisé l'économie algérienne⁸ :

- Peu de création d'emploi dans le domaine des hydrocarbures ;
- Les prix du pétrole fluctue ce qui induit une volatilité importante des principaux indicateurs de l'économie à savoir : la balance des paiements, les revenus budgétaires et la masse monétaire ;
- La rente issue de ce secteur très rentable a permis la création et la reproduction d'un système clientéliste qui entrave le développement des activités économiques productives et restreint la base sociale du pouvoir aux seules privilégiées.

La production et l'exportation des hydrocarbures ont bien fourni pour l'Algérie des ressources financières largement supérieures à celles des pays voisins (Tunisie, Maroc). Cependant, depuis plusieurs années, les taux de croissance économique de l'Algérie stagnent à des niveaux plus bas que ceux enregistrés dans ses pays. Du fait, qu'il est la source quasi-unique du pays, les hydrocarbures constituent la principale source de revenu qui permettent de financer les programmes de relance économique et de réduire la dette extérieure. Cependant, les recettes des hydrocarbures sont instables à cause des variations des prix du pétrole. Lorsqu'elles sont mesurées en fonction du PIB total, l'instabilité des recettes d'hydrocarbure est deux fois plus élevée que celle des recettes hors hydrocarbure.

L'Algérie est parmi les pays dont le sous-sol est regorgé de ressource naturelle, elle a pompé 15,8 milliards de barils pétrole depuis qu'elle a commencé l'exploitation commerciale

⁸ HAOU Kahina, « L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie ». Mémoire de magister, Tizi Ouzou 2012, p202.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

de ce produit énergétique en 1956⁹. L'Algérie, qui détient 1,5% des réserves mondiales, ambitionne de produire, à moyen terme, 1,7 millions de barils par jour contre une capacité de 1,4 millions de barils actuellement. Ainsi, la consommation nationale d'énergie de TEP est passée de 06 millions de tonne équivalente pétrole (TEP) en 1970 à environ 37 millions de TEP. En termes unitaires, elle est passée de 0,3 TEP/habitant en 1970 à quelque 1,1 TEP/habitant en 2007, soit près d'un quadruplement en moins de 40 ans¹⁰.

Cette richesse du sous-sol algérien était, et reste jusqu'à présent la quasi-unique source de la croissance économique du pays. Le secteur des hydrocarbures occupe une place prépondérante au sein de l'économie, représentant 98% des recettes. Durant la dernière décennie, les recettes des hydrocarbures ont permis de financer les différents programmes de relance économique et de réduire considérablement la dette extérieure du pays. Ainsi le produit intérieur brut demeure fortement influencé par le comportement de la production dans le secteur des hydrocarbures.

En examinant attentivement la contribution de la fiscalité pétrolière dans le budget de l'Etat, nous remarquons que la fiscalité pétrolière constitue la ressource principale des recettes de l'Etat comparativement aux autres ressources fiscales. Cette situation montre la fragilité des finances publiques devant une chute brutale des cours du pétrole.

Malgré la vulnérabilité à laquelle est exposée l'économie algérienne, le secteur des hydrocarbures constitue un mode d'ajustement privilégié par les pouvoirs publics, aussi bien sur le plan interne qu'externe. Par ailleurs, il est vrai que les équilibres macroéconomiques se sont consolidés, que la dette extérieure s'est sensiblement réduite et que les réserves de change ont atteint les niveaux records durant la décennie 2000, néanmoins, l'Algérie n'a pas profité de cette situation financière avantageuse pour développer de plus en plus le secteurs agricole et manufacturier et le pays demeure jusqu'à présent un pays mono-exportateur des hydrocarbures.

Selon Samir BELLAL, la théorie du Dutch disease est un passage obligé lorsque l'on se propose d'étudier les blocages auxquels l'industrialisation est confrontée dans les économies rentières. Cependant, la pertinence du recours à cette théorie se trouve souvent contrariée par le caractère contraignant de ses hypothèses qui, confrontées à « l'impureté » des situations concrètes, semblent loin de correspondre à la réalité économique étudiée.

⁹Données de l'OPEP

¹⁰Ministère de l'Energie et des Mines, « Bilan énergétique national 2010 », Edition 2011.

Chapitre 03 : L'Algérie face au syndrome hollandais

Appliquée au contexte de l'économie algérienne, la théorie se révèle, en dépit de la présence morphologique de tous les symptômes qu'elle décrit, statistiquement inapte à expliquer le phénomène de la désindustrialisation. Cette dernière semble davantage relever d'une dynamique institutionnelle que d'une mécanique par trop abstraite.

Conclusion

L'économie algérienne est une économie rentière, cette dépendance envers le secteur pétrolier à des effets négatifs sur la performance économique du pays. En effet, la forte volatilité des prix du pétrole est à l'origine de l'instabilité des recettes d'exportations, du taux de change et de la valeur de la monnaie nationale et de l'apparition des distorsions sectorielles entre les différentes activités économiques.

Les études faites ne permettent pas de rejeter le fait que la théorie du mal hollandais soit applicable pour le cas de l'Algérie. Elles ne la confirment pas non plus. Une chose est sûre est que la croissance de l'Algérie n'arrive pas à décoller, la seule réponse possible à un tel échec ; c'est la manifestation d'un mal hollandais. Pour remédier à cela, des réaménagements doivent être faits dans la gestion de l'économie du pays ainsi que dans la gestion de la rente énergétique.

Conclusion générale

Conclusion générale

La théorie du syndrome hollandais analyse l'impact des revenus pétroliers sur les secteurs productifs hors hydrocarbures (agricole, manufacturier) à travers l'effet dépense et l'effet déplacement des ressources, cette analyse a mis en évidence l'impact négatif et significatif de dépendance des revenus pétroliers sur le taux de croissance économique à long terme.

En étudiant le phénomène du syndrome hollandais et la théorie de la malédiction des ressources naturelles, nous pouvons dire que, les symptômes des deux phénomènes n'apparaissent que dans les pays à économies faibles ou à une économie qui est exposée aux chocs extérieurs.

Cependant, il existe plusieurs exemples de pays qui ont réussi à s'affranchir de leurs ressources dominantes telles que le pétrole (Malaisie, Indonésie, Chili et Emirats Arabes Unis) mais ils sont nombreux à avoir échoué (Nigéria, Venezuela, Gabon, et Angola). Ces expériences ont montré que ce n'est pas les richesses naturelles qui sont maudites, mais c'est leur gestion qui pose problème. En effet, le manque de transparence conduit à la corruption et blanchiment de la rente causée par des stratégies économiques et militaires secrètes qui caractérisent la quasi-totalité des pays pétroliers.

L'économie de l'Algérie, malgré ses atouts multiples, n'a pas pu consolider la construction d'une base économique productive et diversifiée. Depuis plusieurs décennies, le pays suit un régime de croissance basé sur les recettes d'exportation des hydrocarbures, ce qui le rend fortement vulnérable à la volatilité du prix du pétrole sur les marchés internationaux. En effet, en dépit des efforts pour diversifier l'économie, les recettes des hydrocarbures représentent encore 98% des exportations et deux tiers des recettes budgétaires.

D'après les études de certains auteurs : l'Algérie pourrait être victime du syndrome hollandais.

En effet, le boom pétrolier n'a pas induit d'effet de syndrome hollandais dans le cas de l'Algérie, car le taux de change effectif réel algérien suit une tendance à la baisse alors même que les termes de l'échange n'ont cessé d'augmenter. Le TCER s'est ainsi déprécié entre 1999 et 2006. Cette situation s'explique par le fait que les autorités algériennes ont décidé jusqu'à présent de ne pas tenir compte de l'évolution favorable de leur taux de change réel d'équilibre dans leur politique de change. Cette politique de change se traduit par ailleurs par une

Conclusion générale

accumulation record les réserves internationales s'établissaient à 75 milliards de dollars en 2006 (65 % du PIB).

La théorie du Dutch disease est un passage obligé lorsque l'on se propose d'étudier les blocages auxquels l'industrialisation est confrontée dans les économies rentières

Selon Benabdellah, un boom dans le secteur des hydrocarbures est accompagné d'une dépréciation réelle de la monnaie nationale. Cependant il conduit à une baisse de la contribution de la valeur ajoutée du secteur agricole à la formation de PIB. On assiste alors à un déclin de l'activité économique de ce secteur, et ce même avec une appréciation de taux de change réel. De ce fait, l'application de la théorie au cas algérien par une désagriculturisation est retenue.

Le vrai problème qui menace l'économie algérienne c'est sans doute celui de la dépendance vis-à-vis les hydrocarbures. L'économie reste toujours dépendante d'une manière forte aux exportations d'hydrocarbures et elle est donc sensible aux pressions exercées sur les cours du pétrole et sur la production pétrolière.

Une meilleure gestion des réserves en hydrocarbures et des recettes d'exportation permettra à une économie dépendante des revenus tirés de l'industrie d'hydrocarbures de mieux gérer les risques liés à l'instabilité de la conjoncture du marché international du pétrole.

Pour conclure, il nous semble très important que des mesures concrètes soient mises en œuvre pour limiter sensiblement la vulnérabilité de l'économie algérienne aux chocs exogènes en générale et aux chocs pétroliers en particulier : à savoir la diversification de l'économie sur le long terme pour assurer une croissance durable, rechercher des énergies alternatives renouvelables pour faire face à l'après pétrole.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages

- BEAULIEU Isabelle, « l'Etat rentier : le cas de Malaysia » Ed, Ottawa, PUO, 2009.
- KARL, T, « comprendre la malédiction des ressources naturelles ». Ed open society Institute, 2005.
- STIGLITZ Joseph, « pour que les ressources naturelles soient une bénédiction ». Ed, open society Institute, 2005.

Revue et Publications

- AVOM D, CARMIGNANI F, « Afrique centrale peut elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ». Revue d'économie de développement, université de Boeck, 2010.
- BENABDALLAH Y, HAMIDOUCHE N, RAHMOUN T, « l'Algérie entre bénédiction et malédiction des ressources », projet FEMIS FEM22-37, paris, 2008.
- BENAMAR. A, BEDIABDELLAH. A, BENBOUZIANE.M « pétrole et activité économique en Afrique : une analyse économétrique ». Revue de l'économie de développement, université Tlemcen, 2010.
- BERNI G.D, « Deux stratégies pour l'industrialisation du Tiers-Monde. Les industries industrialisantes et les options algériennes ». Revue Tiers-Monde, n° 43, 1991
- Collier Paul « ressources naturelles, développement et conflits : liens de causalité et mesure politique », oxford university et banque mondiale.
- CORDEN W.M, et NEARY J.P, « booming sector and de – industrialisation en a small open economy”, the Economic Journal, n° 92, décembre 1982.
- DJOUDI Karim, « évolution du système financier ». Algérie entreprise, N ° 3, avril 2002.
- DUPERRON Audrey « le Venezuela est-il victime de la maladie hollandaise ». Revue de l'économie de développement, octobre 2012.
- FABRIZIO Carmignani « l'Afrique centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ? ». Revus d'économie du développement (vol.18), 2010.
- FLAVIO, G. I. Inocencio, « Angola souffre du syndrome hollandais ». Centre international, conférence de l'ABDOU DIOUF A DIAMNIADIO.

Bibliographie

- GELB, Alan « diversification des pays riches en ressources naturelles, contribution préparée pour le séminaire de haut niveau de FMI : ressources naturelles, finance de développement (4-5 Novembre Alger).
- GYLFASON T, « Natural resources and economic growth: what is the connection? ». European economic review, n° 45.
- JEFFREY Davis, ROLANDO Ossowski, JAMES Daniel et STEVEN Barnett « les fonds pétroliers ». Revue finance et développement décembre 2001.
- LYNN Karl « boom pétrolier et pauvreté en Afrique » University of California Press.
- SACHS. J, and WENRER. A « the cause of Natural resource ». European Economic Review vol 45, no 46.
- TASLIK Svetlana et SCHIFFRIN Anya, « le pétrole : guide de l'énergie et du développement à l'intention des journalistes ». Open society Institute, 2005.
- TEMMAR. H, « politiques économiques et bilan économique de la nation ». Conférence donnée à l'université de Bejaia le 26 Février 2004.

Thèses et Mémoires

- ADAM Marc-Antoine, « la maladie hollandaise : une étude empirique appliquée à des pays en développement exportateurs de pétrole ». Mémoire de master, université de Montréal, 2003.
- AOUN Marie-Claire, « la rente pétrolière et le développement économiques des pays exportateurs ». Thèse de doctorat, soutenue à Paris-Dauphine en 2008.
- BELAL Samir, « Dutch disease et désindustrialisation en Algérie une approche critique ». Manuscrit auteur, publié dans revue du chercheur, université de Guelma, 2013.
- BELLAL Samir, « essai sur la crise des régimes rentier d'accumulation en Algérie : une approche en terme de régulation ». Thèse de doctorat en science économique, université Lumière-Lyon II, mars 2011.
- BOUCHETA Yahia. « Etude des facteurs déterminant du taux de change du Dinar Algérien ». Thèse de doctorat Es-sciences en Sciences université ABOU-BAKR BELKAÏD Tlemcen, 2014.
- FOSU Augustin Kawasi, GYAPONG Anthony « terme de l'échange et croissance des économies basées sur les ressources naturelles ». Thèse de doctorat, université de l'Abington, octobre 2010.

Bibliographie

- HAMADACHE Hilal « rente pétrolière et évolution du secteur agricole : Syndrome hollandais et échangeabilité ». Mémoire de master of science du CIHEAMIAMM n°103, 2010.
- HAOU Kahina, « L'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie ». Mémoire de magister, Tizi Ouzou 2012.
- MOUHOUBI Aissa « analyse de l'apport du secteur de hydrocarbure au développement économique de l'Algérie : aspects macroéconomique ». Thèse de magister, université du Bejaia, 2005.
- MOUHOUBI.A « la gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans la perspective du développement économique ». Thèse de doctorat, université du Bejaia, mai 2012.
- NAKOUMDEN Ndoumtara, « boom pétrolier et risque d'un syndrome hollandais au Tchad : une approche par la modélisation en équilibre général calculable ». Thèse de doctorat, Université d'Auvergne Clermont - Ferrand I, 2008.
- RANDRIANARISOOA T-R, « le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maîtrise-ès-sciences économique, université d'ANTANANARIVO, 2006.
- VERONIQUE CHRISTOPHE « la malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ? ». Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en économie, université du QEBEC A MONTREAL, mai 2012.

Sites internet

- **La banque d'Algérie** : <http://www.bank-of-algeria.dz>.
- **La banque mondiale** : <http://www.worldbank.org>.
- **Ministre des finances** : <http://www.dgpp-mf.gov.dz>.
- **Office nationale des statistiques** : <http://www.ons.dz>

Table des matières

Liste des abréviations

Table des illustrations

Introduction générale.....01

Chapitre 01 : Les fondements théorique du syndrome hollandais.

Introduction au chapitre 0104

Section 01 : Généralités sur le syndrome hollandais.....04

1-1-Notion du syndrome hollandais04

1-2-Définition du syndrome hollandais.....05

1-3- Les cause du syndrome hollandais06

1-4-Les effets du syndrome hollandais07

4-1-1-L'effet dépense07

4-1-2-L'effet réallocation de ressources07

1-5- Les modèles du syndrome hollandais08

5-1-Modèle de Gregory08

5-2- Modèle de Corden11

Section 2 : Effets des ressources naturelles sur la croissance économique13

2-1-Analyse théorique de la malédiction des ressources naturelles14

2-1-1-Définition14

2-1-2-Revue de littérature sur la malédiction des ressources naturelles14

a- Le premier mécanisme14

b- Le deuxième mécanisme.....15

c- Le troisième mécanisme.....15

2-2-Les catégories d'explications de la malédiction des ressources naturelles16

Table des matières

a- Les explications cognitives	16
b- Les explications sociales.....	16
c- Les explications relatives aux institutions.....	17
2-3- Analyse théorique de la bénédiction des ressources naturelles.....	17
2-3-1- Revu de la littérature sur la bénédiction des ressources naturelles	18
a-Transparence des revenus	18
b- La surveillance	18
c-Suivi des produits.....	19
d-Exposition moindre aux chocs	19
2-4-Identification de modèle de syndrome hollandais avec l'analyse néoclassique.....	19
2-4-1-Le Théorème de RYBSCYNSKI	19
2-4-2-La théorie de la croissance appauvrissant	20
2-4-3-Les théories de l'échange international.....	21
a- La notion d'enclave	21
b-La notion de comportement rentier.....	22
c-La notion de capacité d'absorption de capital.....	22
Conclusion au chapitre 01	23
Chapitre 02 : Expériences de certains pays et les stratégies adoptées pour échapper à la malédiction pétrolière	
Introduction au chapitre 02.....	24
Section 1 : Expériences de certains pays face à la malédiction pétrolière	24
1-2-Quelques pays qui n'ont pas réussi à diversifier leurs économies	24
1-2-1- Nigeria.....	24
1-2-2-Angola	25

Table des matières

1-2-3-Gabon	25
1-2-4- Venezuela	26
2-2- Quelques pays qui a réussi à diversifier leurs économies	26
2-2-1-Malaisie	26
2-2-2- Chili	27
2-2-3- Emirats Arabes Unis.....	28
2-2-4- Indonésie	29
Section 2 : Les politiques de diversification pour faire face à la malédiction pétrolière.	30
2-1- Les stratégies d'ordre économique	30
2-1-1-Les stratégies de diversification du tissu économique	30
a- Le soutien des secteurs hors hydrocarbures et du secteur privé	31
b- L'ouverture commerciale.....	31
c- La diversification des sources de financement de l'économie.....	32
2-1-2-Des stratégies de stabilisation macroéconomique.....	32
2-1-3-La stratégie d'exploitation des hydrocarbures	33
2-1-4- La mise en place de Fonds Pétroliers	34
2-1-4-1- Définition d'un fonds pétroliers.....	34
2-1-4-2-Les types des fonds pétroliers	34
a- Les fonds de stabilisation	35
b- Les fonds d'épargne	35
c- Les fonds de redistribution.....	35
2-1-4-3- Les objectifs d'un fonds pétrolier	37
a- Réduire les effets adresses des fluctuations des prix du pétrole.....	37

Table des matières

b- Stabiliser les recettes pétrolières	37
c- Répartir les recettes pétrolières entre les différentes générations	37
2-1-4-4- Les caractéristiques fondamentales d'un fonds pétroliers performant	38
a- Répondre aux objectifs pour lesquels il est créé	38
b-Répondre au critère de la transparence dans la gestion	39
2-2- Les stratégies d'ordre institutionnel	40
2-2-1- L'amélioration de la gouvernance	40
2-2-2- Amélioration de la transparence.....	40
Conclusion au chapitre 02	41
Chapitre 03 :L'Algérie face au syndrome hollandais	
Introduction au chapitre 03	43
Section01 : L'économie algérienne et quelques statistiques de secteur réel	
43	
1-1- Les caractéristiques de l'économie algérienne	43
1-1-1- Evolution de commerce extérieur	43
a- Evolution des exportations	43
b- Evolution des importations	44
1-1-2- Evolution des politiques conjoncturelle en Algérie	45
1-1-3- Evolution de la politique budgétaire	45
1-1-4- Evolution de la politique monétaire	46
• De 1960 à 1970	46
• De 1971 à 1985	46
• De 1985 à1995	46
• De 1995 jusqu'à aujourd'hui.....	47
1-1-5- Evolution de la politique de change.....	47

Table des matières

1-2- Quelques statistiques du secteur réel	48
Section 02 : Analyse d'éventuelle manifestation du mal hollandais en Algérie.....	53
2-1-Le déclin de l'industrie	53
2-2- Symptômes du syndrome hollandais en Algérie	54
Conclusion au chapitre 03	60
Conclusion générale	61
Bibliographie	

Résumé

Le pétrole prend une place considérable dans l'économie des pays industrialisés. Les performances économiques des pays considérés comme exportateurs nets de pétrole révèlent un phénomène contre intuitif où la bénédiction des ressources naturelles se transforme la plupart du temps en malédiction qui est expliquée dans la littérature économique par la théorie du syndrome hollandais ou Dutch disease. Cependant, il existe plusieurs exemples de pays qui ont réussi à s'affranchir de leurs ressources dominantes telles que le pétrole mais ils sont nombreux à avoir échoué. Ces expériences ont montré que ce n'est pas les richesses naturelles qui sont maudites, c'est plutôt, la politique de gestion de cette ressource et des recettes tirées de son exploitation qui déterminerait le type d'influence (néгатif ou positif). Quant à l'économie algérienne, d'après certains auteurs, présente tous les symptômes du syndrome hollandais mais pas ses mécanismes.

Mots clés : syndrome hollandais, ressources naturelles, diversification économique, économie algérienne.

Summary

Oil takes an important place in the economies of industrialized countries. The economic performance of countries that are considered net oil exporters reveal a counter-intuitive phenomenon where, most of the time, the blessing of natural resources transforms into a curse, and which is explained in the economic literature by the theory of the Dutch disease. However, there are several examples of countries that have managed to free themselves from their dominant resources such as oil, but many have failed. These experiments have shown that it is not the natural resources which are cursed, but rather, the management policy of this resource (oil) and the income from its exploitation that determine the type of influence (whether negative or positive). As far as Algeria is concerned, the Algerian economy, according to some authors, has all the symptoms of the Dutch disease but not its mechanisms.

Keywords: Dutch disease, natural resources, economic diversification, Algerian economy.

ملخص

يأخذ النفط مكانة هامة في اقتصاد الدول الصناعية. يكشف الأداء الاقتصادي للبلدان المصدرة خصيصا للنفط عن وجود ظاهرة غير بديهية أين تتحول نعمة الموارد الطبيعية في معظم الأوقات إلى لعنة، و المبين في الأدب الاقتصادي بنظرية المرض الهولندي. ومع ذلك، هناك العديد من الأمثلة من الدول التي تمكنت من التخلص من التبعية لمواردها المهيمنة مثل النفط ولكن الكثير منها قد باءت بالفشل. وقد أظهرت هذه التجارب أنه ليست الموارد الطبيعية هي الملعونة، ولكن على الأحرى، فإن سياسة إدارة هذا المورد (النفط) والإيرادات من استغلاله هي التي تتحدد نوع التأثير (سلبياً وإيجابياً) بالنسبة للجزائر، وفقاً لبعض المؤلفين، الاقتصاد الجزائري لديه كل أعراض المرض الهولندي ولكن ليست بتلك الآليات.

كلمات البحث: المرض الهولندي، الموارد الطبيعية، التنويع الاقتصادي، الاقتصاد الجزائري.